

PROCES VERBAL DES DEBATS ET DECISIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE FRONTIGNAN DU MARDI 06 AVRIL 2021 A 18H30
SALLE DE L'AIRE A FRONTIGNAN

M. le maire ouvre la séance à 18H30.

Il rappelle que cette séance intervient dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire dont l'actuelle réglementation a été fixée ce 2 avril 2021. Il remercie les professionnels de santé du territoire qui sont tous mobilisés dans la lutte contre la covid 19 depuis plus d'un an et appelle à la prudence et au respect des gestes barrières. Il évoque tout particulièrement la situation de nos aînés.

Il donne ensuite la parole à Mme Claudie Minguez, qui va présider cette séance du conseil municipal.

Mme Claudie Minguez procède donc à l'appel nominal, vérifiant ainsi que le quorum est atteint dès lors que 28 conseillers municipaux sont présents à l'ouverture de la séance. Elle donne lecture également des procurations reçues.

PRESENTS : Michel ARROUY (maire), Claudie MINGUEZ, Valérie MAILLARD, Georges MOUREAUX, Caroline SALA, Eric BRINGUIER, Renée DURANTON-PORTELLI, Jean-Louis MOLTO (adjoints) - Kelvine GOUVERNAYRE, Loïc LINARES, Frédéric ALOY, Sophie CWICK, Fabien NEBOT, Chantal CARRION, Isabel VILAVERDE-FIUZA, Jean-Louis BONNERIC, Nancy SUBITANI, Yannick COQUERY, Jean-Louis PATRY, Béatrice BUJ, Georges FORNER, Gérard PRATO, Dominique PATTE, Claude COMBES, Guilaine TOUZELLIER, Gilles ARDINAT, Marie-France BRITTO, Olivier RONGIER (conseillers municipaux).

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES : Youcef EL AMRI (procuration à Georges MOUREAUX) ; Olivier LAURENT (procuration à Béatrice BUJ) ; Caroline SUNE (procuration à Michel ARROUY) ; Nathalie GLAUDE (procuration à Nancy SUBITANI) ; Max SAVY (procuration à Eric BRINGUIER) ; Patrick BOURMOND (procuration à Frédéric ALOY) ; David JARDON (procuration à Sophie CWICK).

Archivé le 27 Mai 2021



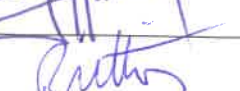
Entré le

Date de convocation : 30 Mars 2021

DE FRONTIGNAN

18h55 Arrivée de Mme Caroline Suné (fin de la procuration donnée à M. le maire).

**FEUILLE DE PRESENCE DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE FRONTIGNAN
DU MARDI 06 AVRIL 2021 A 18H30 - SALLE DE L'AIRE**

NOMS	SIGNATURES	NOMS	SIGNATURES
Michel ARROUY		Chantal CARRION	
Claudie MINGUEZ		Patrick BOURMOND	Proc à M. ALOY
Youcef EL AMRI	Procuration & Moureaux	Isabel VILAVERDE FIUZA	
Valérie MAILLARD		Jean-Louis BONNERIC	
Olivier LAURENT		Nancy SUBITANI	
Caroline SUNE	Arrivée à 18h55 	David JARDON	Proc à Mécuvick
Georges MOUREAUX		Yannie COQUERY	
Caroline SALA		Jean-Louis PATRY	
Eric BRINGUIER		Béatrice BUJ	
Renée DURANTON- PORTELLI		Georges FORNER	
Jean-Louis MOLTO		Gérard PRATO	
Kelvine GOUVERNAYRE		Dominique PATTE	
Loïc LINARES		Claude COMBES	
Nathalie GLAUDE	Proc à M ^{me} SUBITANI	Guilaine TOUZELLIER	
Max SAVY	Proc à M. BRINGUIER	Gilles ARDINAT	
Frédéric ALOY		Marie-France BRITTO	
Sophie CWICK		Olivier RONGIER	
Fabien NEBOT			

ELECTION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Sur proposition de Mme la présidente, M. Fabien Nébot est désigné secrétaire de séance à l'unanimité.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU PRECEDENT CONSEIL

Mme la présidente soumet ensuite à l'approbation des membres du conseil municipal le procès-verbal de la séance 16 mars 2021.

Sans observation, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

AFFAIRES TRAITÉES PAR DELEGATION

CONSEIL MUNICIPAL

DU

06 AVRIL 2021

AFFAIRES TRAITÉES
PAR DELEGATION.
ANNEE 2021

n°059

Affiché le 07 AVRIL 2021

Retiré le

LE MAIRE

Numéro de la décision (N° - Année)	Service émetteur	Date de rédaction	Objet de la décision / délibération
68 - 2021	PRM - DAG - Service achats	04/03/21	Décision ayant pour objet un avenant de transfert du lot 1 "travaux de voirie et réseaux divers" au bénéfice de la Ste Colas France dans les mêmes conditions contractuelles que celles précédemment consenties par la Ste Colas midi
69 - 2021	PRM - Finances	10/03/21	Décision ayant pour objet la réalisation d'une ligne de trésorerie de 800 000 euros auprès de la Caisse Régionale de Crédit Mutuel
86 - 2021	PEC - DEP - Direction	18/03/21	Décision ayant pour objet à compter du 1er avril 2021 la tarification de la restauration scolaire, des études surveillées, des animations péri et extrascolaires. Annule et remplace la précédente.
91 - 2021	PRM - DAG - Service achats	19/03/21	Décision ayant pour objet un marché de prestations intellectuelles portant sur le déménagement et le traitement des archives municipales attribué à la Ste Pro Archives Systèmes pour un montant de 34 000 € HT (tranche ferme et tranche optionnelle confondues)
97 - 2021	PRM - DAG - Service juridique	24/03/21	Décision ayant pour objet de désigner Me Delphine Clamens, avocate à la Cour, pour représenter la Ville dans l'affaire qui l'oppose à M. Johan Lemaitre devant le tribunal pour enfants de Montpellier

Affiché le 07 AVRIL 2021

Retiré le

ORDRE DU JOUR

Le conseil municipal se penche sur les affaires comme dit ci-après.

1. **Finances** : Budget principal de la Ville – Compte administratif exercice 2020.
2. **Finances** : Budget principal de la Ville – Affectation du résultat du compte administratif 2020.
3. **Finances** : Budget principal de la Ville – Approbation du compte de gestion 2020.
4. **Aménagement / urbanisme** : Bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières – Année 2020.
5. **Finances** : Vote des taux d'imposition 2021.
6. **Finances** : Budget principal de la Ville – Budget primitif 2021.
7. **Finances** : Provision pour créances douteuses.
8. **Finances** : Provision pour risques et charges de fonctionnement courant.
9. **Finances** : Modifications des autorisations de programme et crédits de paiements (AP/CP).
10. **Finances** : Réhabilitation et extension de la maison des loisirs créatifs : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP)
11. **Finances** : Gymnase Henri Ferrari : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP).
12. **Citoyenneté** : Attribution des subventions 2021 aux associations.
13. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Compte administratif 2020.
14. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Approbation du compte de gestion 2020.
15. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Budget primitif 2021.
16. **Finances** : Projet de modernisation et de restructuration du port de plaisance : modification d'une autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP).
17. **Aménagement / urbanisme** : Modification de l'objet social de la SA ELIT.
18. **Aménagement / urbanisme** : Demandes de subvention portant sur la réalisation de l'extension au cimetière situé avenue des Thermes à Frontignan.
19. **Patrimoine** : Demandes de subvention portant sur l'aménagement du nouveau local pour accueillir les archives municipales.
20. **Plan action voirie / Cadre de vie** : Demandes de subvention portant sur la sécurisation et l'accessibilité de parcours aux abords de certains établissements scolaires et en centre-ville.
21. **Grand projet / Opération cœur de Ville** : Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération de requalification du cœur de ville.
22. **Grand projet / requalification urbaine** : Déplacement de la gare et pôle d'échange multimodal ; Avenant n°1 à la convention de financement de l'étude de faisabilité et d'opportunité – autorisation de signature.
23. **Ressources humaines** : Accord cadre portant sur l'acquisition de titres restaurant : constitution d'un groupement de commandes et approbation du dossier de consultation des entreprises.
24. **Espaces balnéaires et littoraux** : Approbation de l'avenant à la concession des plages naturelles.
25. **Espaces balnéaires et littoraux** : Attribution des sous-traités de concession des plages naturelles.
26. **Sports et loisirs de pleine nature** : Convention de mise à disposition d'une barge entre la Ville de Frontignan et l'association de plongée « Aresquiers subaquatiques ».
27. **Question diverses / Questions orales.**

DOSSIER N°1 : Finances : Budget principal de la Ville – Compte administratif exercice 2020.

(Délibération n°2021-115)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Le document fait l'objet d'une présentation à l'aide d'un document power point projeté en séance. L'attention des élus est notamment attirée sur une erreur de présentation dans les documents préparatoires, due à une erreur de recette de la part de l'Etat.

Il est finalement demandé au conseil municipal d'adopter le compte administratif de l'exercice 2020 du budget principal de la Ville, arrêté aux montants suivant :

	REALISE		RESULTATS
	DEPENSES	RECETTES	
Section de fonctionnement	32 238 708,21	37 360 529,66	5 121 821,45
Section d'investissement	8 159 697,23	6 902 677,66	-1 257 019,57
SECTION DE FONCTIONNEMENT			

DEPENSES

CHAP	FONCTIONNEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
011	Charges à caractère général	5 660 432,80	5 178 765,56
012	Charges de personnel	19 085 000,00	19 137 587,66
023	Virement à la section d'investissement	2 537 014,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	635 000,00	618 935,19
65	Autres charges courantes	6 270 931,32	6 263 143,88
66	Charges financières	855 000,00	436 192,17
67	Charges exceptionnelles	276 402,00	288 083,75
68	Dotations aux provisions	90 000,00	90 000,00
014	Atténuations de produits	226 000,00	226 000,00
	TOTAL	35 635 780,12	32 238 708,21

CHAP	FONCTIONNEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
002	Excédents antérieurs reportés	1 700 317,60	1 700 317,60
013	Atténuations de charges	142 000,00	223 335,80
042	Opérations ordre entre sections	325 804,16	192 817,44
70	Ventes produits, prestations de services	1 396 299,00	1 074 220,58
73	Impôts et taxes	24 675 656,00	25 825 049,37
74	Subventions et participations	6 791 512,00	7 150 673,69
75	Autres produits de gestion courante	403 191,36	438 925,73
77	Produits exceptionnels	201 000,00	755 189,45
	TOTAL	35 635 780,12	37 360 529,66
Résultat d'exécution de fonctionnement de l'exercice			3 421 503,85
Résultat de fonctionnement reporté			1 700 317,60
Résultat global de l'exercice			5 121 821,45

SECTION D'INVESTISSEMENT

18h55 : Arrivée de Mme Caroline Suné (fin de la procuration donnée à M. le maire).

DEPENSES

CHAP	INVESTISSEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
001	Résultat d'investissement reporté	978 974,71	978 974,71
040	Opérations ordre entre section	325 804,16	192 817,44
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	18 964,54	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés	5 950 000,00	2 573 502,33
20	Immobilisations incorporelles	47 363,20	19 800,00

204	Subventions équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	866 051,33	103 445,82
23	Constructions	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	25 000,00	10 000,00
901 à 991 Opérations d'investissement		7 096 183,81	4 281 156,93
TOTAL		15 308 341,75	8 159 697,23

RECETTES

CHAP	INVESTISSEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
021	Virement de la section de fonctionnement	2 537 014,00	0,00
024	Produits cessions d'immobilisations	3 685,00	0,00
040	Opérations ordre entre sections	635 000,00	618 935,19
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
10	Dotations, fonds et réserves	4 828 175,82	4 812 693,13
13	Subventions d'investissement	1 557 230,91	1 459 635,53
16	Emprunts et dettes assimilés	5 700 000,00	120,17
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 293,64
27	Autres immobilisations corporelles	25 000,00	10 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	22 236,02	0,00
TOTAL		15 308 341,75	6 902 677,66
Résultat d'exécution d'investissement de l'exercice			- 278 044,86
Résultat d'investissement reporté			-978 974,71
Résultat global de l'exercice			-1 257 019,57
Résultat global cumulé			3 864 801,88

Mme la présidente ouvre le débat en remerciant Mme le rapporteur de sa présentation toujours claire et synthétique.

M. le maire tient également à remercier Mme Sala pour la qualité et la clarté de son exposé. Il souligne que malgré la crise sanitaire de 2020, la Ville a pu maintenir les objectifs initialement fixés avec un taux de réalisation correct, au bénéfice de l'économie locale et des habitants de la Ville.

En l'absence d'autre observation, Mme Claudie Minguez propose de passer au vote.

M. le maire quitte la séance du conseil municipal.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte et M. Prato, Combes, Ardinat, Rongier).

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°2 : Finances : Budget principal de la Ville – Affectation du résultat du compte administratif 2020.

(Délibération n°2021-116)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, à l'aide d'un document power point projeté en séance.

Après examen du compte administratif 2020 du budget principal de la Ville, il appartient au conseil municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat excédentaire de fonctionnement constaté à ce dernier qui fait apparaître les résultats suivants :

Excédent de fonctionnement total 2020	5 121 821,45
Déficit d'investissement 2020	-1 257 019,57
Report d'investissement 2020 (recettes-Dépenses)	186 209,01
Total déficit d'investissement 2020 (Déficit + report déficitaire)	-1 070 810,56

Il est proposé au conseil municipal d'affecter le résultat de fonctionnement 2020 comme suit :

002	Recettes	Résultat de fonctionnement reporté au budget 2021	4 051 010,89
1068	Recettes	Excédent de fonctionnement capitalisé	1 070 810,56
			5 121 821,45

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte, et M. Prato, Combes, Ardinat, Rongier).

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°3 : Finances : Budget principal de la Ville – Approbation du compte de gestion 2020.

(Délibération n°2021-117)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Après avoir examiné le compte administratif 2020, il convient de statuer sur le compte de gestion du budget principal de la Ville établi par le trésorier municipal.

Celui-ci a repris dans les écritures le montant du solde figurant au bilan de l'exercice 2019 ainsi que les opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire. Les résultats sont les suivants :

LIBELLE	REALISE	
	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	32 238 708,21	37 360 529,66
Excédent de fonctionnement	5 121 821,45	
SECTION D'INVESTISSEMENT	8 159 697,23	6 902 677,66
Déficit d'investissement	-1 257 019,57	

Le reste des résultats de l'exercice 2020 inscrits sur le tableau général du compte de gestion étant identiques à ceux du compte administratif 2020, il est proposé au conseil municipal d'adopter sans réserve le compte de gestion 2020 établi par le trésorier municipal.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, Il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°4 : Aménagement / urbanisme : Bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières – Année 2020.

(Délibération n°2021-118)

Rapporteur : M Frédéric Aloy

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Dans un souci de transparence dans la gestion publique et de bonne utilisation des deniers publics, selon les dispositions de l'article L.3222-2 du Code général de la propriété des personnes publiques et de celles de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, les communes de plus de 2 000 habitants doivent, chaque année, délibérer sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées par elles sur leur territoire.

Les opérations visées sont celles réalisées par la commune ou pour son compte, portant sur des immeubles ou des droits réels immobiliers et dont l'accord des parties sur la chose et le prix ayant entraîné un transfert de propriété a été réalisé dans l'année 2020.

Ce bilan des acquisitions et cessions, qui permet d'apprécier la politique foncière et immobilière menée par la commune, est présenté sous forme de tableau récapitulatif. Ce document doit être annexé au compte administratif.

Par conséquent, il est proposé au conseil municipal de délibérer sur ce bilan, le tableau récapitulatif étant annexé au présent rapport.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'approuver le bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées au cours de l'année 2020 joint en annexe de la présente ;
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, Il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°5 : Finances : Vote des taux d'imposition 2021.

(Délibération n°2021-119)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, à l'aide d'un document power point projeté en séance.

Lors du débat d'orientation budgétaire 2021, le conseil municipal a examiné les grandes orientations financières et il a été clairement posé, conformément aux engagements de campagne pris par la majorité, de geler les taux d'imposition 2021.

Il est toutefois nécessaire de se prononcer expressément.

Conformément à la loi n°80-10 du 10 janvier 1980, le conseil municipal fixe chaque année les taux de fiscalité locale en fonction des recettes attendues pour équilibrer son budget. La loi n°2019-1479 du 28 Décembre 2019 de finances pour 2020 (et notamment son article 16) a acté la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Depuis cette année, 80 % des foyers ne payent plus la taxe d'habitation. Pour les 20 % de ménages restants, l'allègement sera de 30 % en 2021 puis de 65 % en 2022. En 2023, plus aucun ménage ne paiera de taxe d'habitation au titre de sa résidence principale.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour les locaux vacants.

Cette disparition du produit fiscal de la taxe d'habitation sera compensée pour les communes par le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur leur territoire.

Pour notre commune cependant, l'Etat ayant d'ores et déjà bloqué sa compensation au taux de 2017, c'est une perte de recettes d'environ 370 000€ qui sera constatée. Le taux de taxe d'habitation est ainsi dorénavant figé.

Pour ce qui relève des taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties et les propriétés non bâties, il est proposé de reconduire les taux votés au titre de l'année 2020, soit un taux de 36,95% auquel s'ajoute le taux figé départemental 2020 de 21,45% soit un total de 58,40%.

Il est donc proposé au conseil municipal de fixer comme suit, pour l'année 2021, les taux des deux taxes directes locales :

	TAUX 2020	TAUX 2021
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	36,95 %	36,95 %
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	124.25 %	124.25 %

Mme la présidente ouvre le débat.

M. Ardinat annonce une abstention du groupe RN sur ce dossier. S'il prend bien acte que les taux n'augmentent pas cette année, il estime toutefois possible de baisser les taux d'imposition.

Il annonce une vigilance sur ce point de sa part pendant l'ensemble du mandat.

Mme la présidence en accusé réception.

M. le maire rappelle que l'équipe municipale majoritaire tiendra ses engagements, sans qu'il soit besoin de le rappeler en cours de séance du conseil. Il souligne que le conseil est un organe délibérant et non une arène politique. M. le maire regrette le renvoi par le groupe RN à des remarques continuelles sur le mandat précédent, point estimé non problématique par M. Ardinat.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte et M. Prato, Combes, Ardinat, Rongier.)

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°6 : Finances : Budget principal de la Ville – Budget primitif 2021.

(Délibération n°2021-120)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, à l'aide d'un document power point projeté en séance.

INTRODUCTION : Ce budget 2021 s'inscrit dans le contexte sans précédent de la crise pandémique COVID-19 qui nous a contraint à redéployer l'activité municipale habituelle et à engager des dépenses nouvelles afin de répondre aux exigences de la sécurité sanitaire et à l'urgence sociale des habitants et des acteurs du territoire. Comme développé lors du débat d'orientation budgétaire, la loi de finances pour 2021 reste fortement impactée par la situation sanitaire en France.

Ainsi qu'évoqué lors de débat d'orientation budgétaire (DOB), les collectivités locales sont fortement touchées dans leurs finances par cette crise sanitaire qui perdure en 2021. Le plan de relance 2021-2022 présenté par le gouvernement français en septembre qui prévoit de débloquer 100 milliards € (soit 4.3% du PIB) et qui s'est accompagné d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 milliards d'euros à l'annonce du deuxième confinement n'offre que peu de visibilité à l'échelon local. Ces éléments conjugués à l'incertitude sanitaire et aux impacts réels sur l'économie font peser un risque important sur l'ensemble de l'économie et sur les finances des collectivités locales en particulier.

Cet exercice budgétaire est donc construit sur la base d'éléments qui restent, encore à ce jour, incertains. Cependant, il s'appuie sur les orientations fortes de la majorité municipale rappelées lors du DOB et bâties sur les fondements suivants : poursuivre la stabilisation des taux d'imposition, maîtriser le niveau d'endettement de la commune, retrouver des marges de manœuvre pour améliorer notre capacité d'investissement et poursuivre l'investissement concourant à améliorer l'environnement et le quotidien des habitants.

Il s'agit, pour l'exécutif, de s'inscrire dans la volonté affichée lors de la campagne électorale, d'optimiser les dépenses en mutualisant d'avantage les moyens et les compétences internes en réinterrogeant notamment l'organisation de ses services, et d'aller chercher de nouvelles recettes afin d'assurer le niveau de service public attendu par les habitants tout en permettant à la collectivité d'être un acteur essentiel de la relance de l'activité au niveau local.

Compte tenu de ce contexte, le budget principal 2021 de la Ville est proposé pour un montant global s'équilibrant en dépenses et en recettes à :

54. 742 917, 46 €

Il se décompose en :

Section de fonctionnement (dépenses et recettes)	37 633 111,53 €
Section d'investissement (dépenses et recettes)	17 109 805,93 €

La section de fonctionnement intègre :

	Dépenses	Recettes
Virement à la section d'investissement	4 517 421,90	
Excédent de la gestion antérieure		4 051 010,89
Crédits nouveaux de l'exercice 2020	33 115 689,63	33 582 100,64
Soit un équilibre de la section à	37 633 111,53	37 633 111,53

La section d'investissement intègre :

	Dépenses	Recettes
Résultat d'investissement 2020 reporté	1 257 019,57 €	
Restes à réaliser de l'exercice 2020	2 732 136,46 €	2 918 345,47 €
Excédents de fonctionnement capitalisés		1 070 810,56 €
Virement de la section de fonctionnement		4 517 421,90 €
Propositions nouvelles pour l'exercice 2021	13 120 649,90 €	8 603 228,00 €
Soit un équilibre de la section à	17 109 805,93 €	17 109 805,93 €

Les différentes recettes de la section de fonctionnement d'un montant global de : 37 633 111,53 €

Elles se décomposent ainsi :

002 - Excédent ordinaire reporté 4 051 010,89 €

L'inscription budgétaire correspond à l'excédent global de clôture de fonctionnement du budget principal qui a été constaté au compte administratif 2019 (4 751 929,45 €), déduction faite de l'affectation en réserves capitalisées en investissement (1 070 810,56 €).

013 - Atténuation de charges 150 000,00 €

Le montant de ce chapitre comprend les indemnités journalières maladies pour le personnel non titulaire remboursées par la CPAM, le reversement de la participation des agents aux "chèques déjeuner", les remboursements sur rémunérations et quelques aides pour certains contrats. Avec sur les trois dernières années un désengagement de l'état notamment sur des contrats aidés (-800 000 € pour la commune).

70 - Produits des services, du domaine et des ventes diverses 1 349 080,00 €

L'inscription recouvre les produits de la restauration, des concessions du cimetière, des droits du domaine ainsi que des prestations des services culturels, sportifs ou de loisirs. Recettes stables pour la ville qui a choisi de ne pas impacter le pouvoir d'achat des habitants en n'augmentant pas les tarifs malgré l'évolution des coûts.

042 - Opérations d'ordre de transfert en section 328 215,64 €

Ce compte comptabilise les travaux en régie pour un montant de 300 000 € et 28 215,64 € pour la quote-part des subventions d'équipement amortissables transférées au compte de résultat.

73 - Impôts et taxes 24 345 458,00 €

dont :

Contributions directes 19 670 108,00 €

La Ville a évalué le produit fiscal des contributions directes pour 2021 en tenant compte de l'état fiscal 1259 fourni par la DGFIP et avec sa décision de maintien des taux au niveau de 2019. A noter que la compensation de l'Etat pour la prise en charge de la taxe d'habitation pour environ 80 % des contribuables sera réalisée au taux de 2017 et non celui de 2019. Cette mesure unilatérale décidée par l'Etat fera perdre à la commune aux alentours de 400 000 € de recettes fiscales.

Attribution de compensation 2 845 000,00 €

Cette dotation est versée à la commune par la communauté d'agglomération du bassin de Thau au regard du rapport de la CLECT et des compétences transférée. Elle représente le produit de la taxe professionnelle et des compensations afférentes versés en 2002 diminué des charges transférées depuis cette date.

Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) 470 000,00 €

La commune en l'absence d'information précise à ce jour, a choisi de maintenir le montant perçu en 2020

Divers 1 360 350,00 €

Dans ce chapitre, s'ajoutent également diverses taxes perçues au profit de la commune : taxe sur l'électricité, taxe sur les emplacements publicitaires, des droits de place des marchés, ainsi que la taxe additionnelle aux droits de mutation (ressource très aléatoire et variable d'une année à l'autre car liée aux transactions immobilières).

74 - Dotations de l'Etat 7 003 027,00 €

Toutes les dotations de l'Etat n'ayant pas encore été toutes notifiées, elles sont évaluées en fonction des dispositions de la loi de finances 2021 comme suit :

* la dotation forfaitaire de fonctionnement	2 478 252,00 €
* la dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale	1 300 000,00 €
* la dotation nationale de péréquation	860 000,00 €
* les dotations de compensation - taxe professionnelle, taxe d'habitation et taxe foncière	783 275,00 €
En sus de ces dotations de l'Etat, ce chapitre recouvre diverses inscriptions budgétaires liées à des subventions de fonctionnement et participations de divers organismes publics dont CAF (pour un montant d'environ 1,25 M d'€)	1 581 500,00

75 - Autres produits de gestion courante : 406 320,00 €

Ils recouvrent principalement les revenus des immeubles communaux

Quant aux dépenses de la section de fonctionnement d'un montant de : 37 633 111,53

Elles se décomposent ainsi :

011 - Charges à caractère général : 5 571 635,00 €

Le chapitre concerne toutes les dépenses utiles au fonctionnement des services (eau, électricité, téléphone, carburant, fournitures de bureau, contrats de prestations, le petit matériel d'entretien, la maintenance, les primes d'assurance, le transport, les taxes foncières...). Elles sont évaluées en diminution (-1,5%) par rapport au BP 2020 avec cependant une incertitude liées à la COVID-19

012 - Charges de personnel et frais assimilés : 19 100 000,00 €

Elles sont stables par rapport au réalisé 2020 mais intègrent non seulement l'impact du glissement vieillisse technicité annuel mais également l'inflation, soit une diminution au réel.

65 - Autres charges de gestion courante : 6 266 348,63

Ce chapitre regroupe notamment

* le contingent d'incendie versé au SDIS,	1 924 314,63 €
* les annulations des créances irrécouvrables,	60 000,00 €
* la participation au budget du CCAS,	2 100 000,00 €
* la participation au budget de la caisse des écoles,	135 500,00 €
* la participation au budget de l'office de tourisme,	360 000,00 €
* les subventions aux associations,	618 084,00 €
* la participation au SIVOM	538 000,00 €
* les indemnités versées aux élus,	295 000,00 €
* divers (redevances pour licences, postes de secours, cotisations de sécurité sociale, cotisations retraite, EID ...)	235 450,00

66 - Charges financières : 855 000,00 €

Elles recouvrent notamment les intérêts des emprunts, les intérêts courus non échus 2020 ainsi que les autres dépenses de ce chapitre prévues pour couvrir d'éventuels frais financiers.

67 - Charges exceptionnelles : 254 661,00 €

Ce chapitre regroupe principalement les annulations de titres des exercices antérieurs (70 000 €), la subvention prévisionnelle d'équilibre du cinéma (104 000 €), la subvention au budget du port de plaisance pour soutenir les petits métiers de la pêche (15 000 €), des charges pour les jeunes dans le cadre du FDAJ (30 000 € remboursés à hauteur de 20 000 € par le Conseil Départemental).

68 - Dotations aux provisions : 90 000,00 €

Une dotation pour risque et charges afin de couvrir d'éventuelles admissions en non valeurs est provisionnée à hauteur de 30 000 €, des provisions pour capital décès (40 000 €) et pour couvrir des éventuels risques d'indemnisations liés au choix de la ville d'être son propre assureur (20 000 €).

042 - Opérations d'ordre de transfert entre section 635 000,00 €

La dotation aux amortissements est par nature équivalente au chapitre de recettes d'investissement en 040.

023 - Virement à la section d'investissement 4 517 421,90 €

Il s'agit de la participation à l'autofinancement de la section d'investissement.

014 - Atténuation de produits 343 045,00 €

Il s'agit du prélèvement de l'Etat au titre de la loi SRU

Concernant la section d'investissement, le montant global des recettes s'élève à : 17 109 805,93 €

021 - Virement de la section de fonctionnement 4 517 421,90 €

Il s'agit de la participation à l'autofinancement de la section d'investissement.

10 - Dotations, fonds divers et réserves

1068 Excédent capitalisé - réserves facultatives 1 070 810,56 €

10 Recettes en provenance de l'Etat - Reversement à la Commune

* Le fond de compensation de TVA pour : 600 000,00 €

* La taxe d'aménagement pour : 100 000,00 €

TOTAL 700 000,00 €

045 - Opérations pour compte de tiers

Subventions réseau pluvial en maîtrise d'ouvrage pour le compte de l'Agglomération 22 236,02 €

13 - Subventions

* les subventions d'équipement de l'année à hauteur de :	2 114 337,45 €
* les amendes de police	50 000,00 €
TOTAL	2 164 337,45 €

16 - Emprunts

* les propositions nouvelles	2 300 000,00 €
* l'emprunt reporté de 2020 pour un montant de :	2 700 000,00 €
* les mouvements de trésorerie sur les emprunts revolving (dépenses=recettes)	3 000 000,00 €
	8 000 000,00 €

040 - Opérations d'ordre de transfert entre section

635 000,00 €

Elles correspondent au chapitre 042 en dépenses de fonctionnement

Les dépenses de la section d'investissement, quant à elles, se décomposent comme suit pour un montant global de : **17 109 805,93 €**

001 - Résultat d'investissement reporté (déficit) : **1 257 019,57 €**

Il s'agit du déficit de la section d'investissement de 2020

16 - Emprunts et dettes assimilées

On y trouve le remboursement du capital des emprunts réparti comme suit :

* le capital de la dette de la Ville pour un montant de :	3 000 000,00 €
* les mouvements sur les emprunts revolving (dépenses=recettes) pour :	3 000 000,00 €
TOTAL	6 000 000,00 €

040 - Opérations d'ordre de transfert entre section

* les travaux en régie pour :	300 000,00 €
* le transfert de subvention d'équipement au compte de résultat pour :	28 215,64 €
TOTAL :	328 215,64 €

Opérations d'investissement

9 524 570,72 €

Pour les principales opérations d'investissement nouvelles

6 792 434,26 €

Pour les reports de 2019 d'investissement

2 732 136,46 €

Elles sont détaillées ci-après :

		REPORT 2020	BP 2021	TOTAL
20	Immobilisations incorporelles	6 363,20	28 000,00	34 363,20
21	Immobilisations corporelles	623 173,45	276 800,00	899 973,45
26	Titres de participation et créances rattachées	0,00	1 000,00	1 000,00
	TOTAL hors opérations	629 536,65	305 800,00	935 336,65
901	Equipement matériel et mobilier	302 435,51	387 153,26	689 588,77
904	Cinéma aménagement salle	20 000,00	0,00	20 000,00
909	Traitement espace entre cité le collège deux pins	65 956,00	315 000,00	380 956,00

911	Plan d'action espaces verts	10 104,38	45 000,00	55 104,38
912	Voiries et réseaux divers (PAV)	142 685,56	648 000,00	790 685,56
914	Bâtiments communaux travaux d'aménagement	58 607,97	67 000,00	125 607,97
915	Travaux d'aménagement bâtiments communaux	169 362,97	569 000,00	738 362,97
916	San Rémo Pesca	90 708,00	670 898,00	761 606,00
917	Déplacement et extension des archives municipales	0,00	0,00	0,00
918	Eclairage public	28 833,48	40 000,00	68 833,48
919	Rénovation énergétique	0,00	100 000,00	100 000,00
921	Plan toiture	18 677,32	80 000,00	98 677,32
941	Aires de jeux et desimpérmeabilisation des cours d'écoles	0,00	20 000,00	20 000,00
944	Acquisition de matériel roulant	229 671,36	160 000,00	389 671,36
958	Boulevard Urbain Central 6 : Célestin Arnaud	10 963,01	0,00	10 963,01
959	Boulevard Urbain Central 7 : Entrée Barnier	0,00	90 000,00	90 000,00
967	Skate parc	0,00	200 000,00	200 000,00
968	Maison pour tous La Peyrade	31 452,62	0,00	31 452,62
969	Salle de l'aire	0,00	20 000,00	20 000,00
971	Tennis La Peyrade	0,00	160 000,00	160 000,00
973	Mode doux, accessibilité voirie	186 325,38	32 000,00	218 325,38
977	Agrandissement du cimetière	0,00	240 000,00	240 000,00
978	Réseau pluvial primaire quartier Pielles	0,00	252 000,00	252 000,00
981	Redynamisation du cœur de ville	188 207,50	590 504,00	778 711,50
987	Accessibilité bâtiments publics	1 727,37	0,00	1 727,37
988	Accessibilité bâtiments publics travaux mineurs	29 941,17	120 000,00	149 941,17
989	Parking gare de marchandises	340 688,80	1 068 079,00	1 408 767,80
991	Conseils de quartiers	8 190,91	22 000,00	30 190,91
993	Vidéo protection et études centre-ville	22 133,09	115 000,00	137 133,09
994	Pôle d'échange multimodal	135 040,00	162 000,00	297 040,00
998	Rénovation des locaux de la Poste pour services	10 887,41	120 000,00	130 887,41
999	Réaménagement ZAC "Mobil"	0,00	193 000,00	193 000,00
	TOTAL opérations d'investissement	2 102 599,81	6 486 634,26	8 589 234,07
	TOTAL GLOBAL hors travaux en régies	2 732 136,46	6 792 434,26	9 524 570,72

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter le budget primitif 2021 du budget principal de la Ville.

Mme la présidente ouvre le débat en remerciant Mme Sala, M. le DGS, la direction des finances et l'encadrement de la Ville pour leur travail en vue de cette construction budgétaire.

M. Prato relève le professionnalisme de ce budget.

Il s'interroge toutefois sur le nombre de projets ici menés, la plupart étant lancés depuis de nombreuses années, et également sur tous ceux qu'il reste à mener. Il souligne que ce budget sera peut-être délicat à réaliser. Il attire l'attention du conseil sur la situation particulièrement disparate des installations du réseau d'éclairage public.

M. le maire remercie M Prato pour son honnêteté. Il souligne que ce budget sincère et équilibré s'inscrit dans le projet de l'équipe municipale. Ce budget réaffirme le souci de maintien d'un service public fort. Il insiste sur la concrétisation de ses engagements en termes d'animation et d'éducation. En matière d'investissements, il constate que ce budget valorise les questions de proximité et de modernisation des outils de la Ville et met également l'accent sur sa volonté d'anticiper l'avenir de cette commune. Il illustre son propos avec des exemples de partenariat mis en œuvre, sources de subventions importantes sur ce point. Il se félicite de la mise en place par exemple du plan France Relance.

Revenant sur la question de l'éclairage public, il partage le diagnostic de M. Prato et développe le mode opératoire mis en place par la Ville et le SIVOM en charge de certains réseaux pour unifier et remplacer les éclairages anciens par des éclairages moins énergivores, notamment dans certaines résidences privées.

Enfin, il remercie l'ensemble des participants à la préparation de ce budget.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte et M Prato, Combes, Ardinat, Rongier).

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°7 : Finances : Provision pour créances douteuses.

(Délibération n°2021-121)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, en s'appuyant sur un document power point projeté en séance.

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) a retenu, dans un principe de prudence, comme dépenses obligatoires, certaines dotations aux provisions.

Dans ce cadre, l'instruction budgétaire et comptable M14, dont le cadre est posé par la loi 94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales, a permis aux communes d'améliorer leur information budgétaire et financière.

Sur le conseil de la DRFIP, la constitution de provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire visant la prise en charge au budget des créances irrécouvrables correspondants aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement n'a pu être mené à son terme par le comptable, et qui se traduira, au final, dans les années futures, par une demande d'admission en non-valeur.

La procédure d'admission en non-valeur laisse la possibilité de recouvrer ces sommes dans l'éventualité d'un paiement.

Conformément à la réglementation, une provision doit être constituée par délibération du conseil municipal lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir d'informations communiquées par le comptable.

Cette provision, prévue au budget municipal 2021 comme c'est le cas pour chaque budget, doit par ailleurs faire l'objet d'une décision expresse du conseil municipal.

Aussi, en accord avec le comptable et à sa demande expresse il est proposé au conseil municipal :

De constituer, une telle provision au regard des montants proposés par le passé en admissions en non-valeur pour un montant de 30 000€ ;

- D'autoriser M. le Maire ou, en cas d'empêchement, l'adjointe aux finances, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°8 : Finances : Provision pour risques et charges de fonctionnement courant.

(Délibération n°2021-122)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants en s'appuyant sur un document power point projeté en séance.

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) a retenu, dans un principe de prudence, comme dépenses obligatoires, certaines dotations aux provisions.

Dans ce cadre, l'instruction budgétaire et comptable M14, dont le cadre est posé par la loi 94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales, a permis aux communes d'améliorer leur information budgétaire et financière.

En vertu du principe comptable de prudence posé par l'instruction budgétaire et comptable M14, les collectivités doivent donc comptabiliser toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée.

Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable à venir.

La Ville a décidé, à partir du 1^{er} janvier 2019, de devenir son propre assureur et de ne plus payer une assurance statutaire pour le capital décès et les frais de soins liés aux accidents de travail - maladies professionnelles.

Afin de couvrir ces risques et de ne pas faire supporter sur un seul exercice les charges qui en découleraient, il est proposé de constituer des provisions pour risques et charges dans les conditions suivantes :

- capital décès : 40 000 euros ;
- frais de médicaments : 20 000 euros.

Ces provisions, qui ne sont pas assimilables à la reconnaissance d'une charge certaine mais probable, seront comptabilisées au compte 6815 « dotations pour risques et charges de fonctionnement courant ».

Celles-ci, prévues au budget municipal 2021, doivent par ailleurs faire l'objet d'une décision expresse du conseil municipal.

Aussi, en accord avec le comptable et à sa demande expresse il est proposé au conseil municipal :

- De constituer, une telle provision pour un montant de 60 000€ ;
- D'autoriser M. le Maire ou, en cas d'empêchement, l'adjointe aux finances, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0 ;

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°9 : Finances : Modifications des autorisations de programme et crédits de paiements (AP/CP).

(Délibération n°2021-123)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, en s'appuyant sur un document power point projeté en séance.

Lors de précédentes séances et dans le cadre de sa politique pluriannuelle d'investissement, le conseil municipal a adopté des autorisations de programme et des crédits de paiements.

Certains de ces programmes doivent faire l'objet d'ajustements ou de révisions pour tenir compte du rythme de réalisation ou des sujétions techniques apparues en cours d'opérations et retracées ci-après dans des documents qui demeureront annexés à la délibération.

Les modifications des autorisations de programme et crédits de paiements détaillés en annexe concernent :

- L'opération 909 relative au traitement de l'espace public entre la cité et le collège les deux Pins (22 1) ;
- L'opération 916 relative à San Remo Pesca (020 9) ;
- L'opération 958 relative au BUC 6 – Célestin Arnaud (822 8) ;
- L'opération 959 relative au BUC 7 – Barnier (822 10) ;
- L'opération 989 relative à la Gare de marchandises (822 0) ;
- L'opération 998 relative à la rénovation des locaux de la poste pour les archives (323).

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la mise en place de ces autorisations de programmes et crédits de paiements présentées et jointes en annexe de la note de synthèse.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°10 : Finances : Réhabilitation et extension de la maison des loisirs créatifs : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP).

(Délibération n°2021-124)

Rapporteur : Mme Caroline Sala

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants en s'appuyant sur un document power point projeté en séance.

Lors de son conseil municipal du 22 mars 2017, la commune a mis en place l'autorisation de programme concernant la réhabilitation des anciens locaux d'enseignement de l'école St Thérèse situés Rue Paul Doumer.

En effet, la commune a souhaité réunir certaines associations dans un lieu commun.

A cette fin, la réhabilitation de ces anciens locaux d'enseignement ainsi que l'ajout de surface au sol ont été nécessaires. Cette opération a permis notamment la création de 5 salles d'activités représentant une surface totale de 270m², un espace accueil de 8m² et la création de sanitaires de 5m².

L'ensemble des travaux a permis également d'effectuer la mise en conformité au regard des règles d'accessibilité du bâtiment (installation d'un ascenseur, pose de nouveaux escaliers ainsi que l'élargissement de la coursive). La cour intérieure, quant à elle, a pu bénéficier d'un nouveau traitement de surface en béton désactivé avec l'ajout de plantations.

Ces travaux ont été réalisés entre le mois de janvier 2019 et le mois de septembre 2019.

Au regard du rythme de réalisation, cet AP/CP a fait l'objet d'une dernière modification le 29 juillet 2020 par délibération du conseil municipal.

A ce jour, toutes les situations étant réglées, l'autorisation de programme ci-dessous est ajustée au montant réel et soldée comme décrit dans le tableau qui demeurera annexé à la délibération.

Il est donc demandé au conseil municipal de clôturer cette autorisation de programme et les crédits de paiement correspondants.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°11 : Finances : Gymnase Henri Ferrari : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP).

(Délibération n°2021-125)

Rapporteur : Mme Caroline Sala.

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, en s'appuyant sur un document power point projeté en séance.

Lors de son conseil municipal du 22 mars 2017, la commune décidait, dans le cadre de sa politique d'investissement, l'extension du gymnase H. Ferrari.

Construit au milieu des années 1980, ce complexe sportif d'une surface utile de 2 950 m² appelait à bénéficier d'une extension et d'un réaménagement partiel au vu de son usage.

Cette opération de travaux a nécessité de lancer un concours de maîtrise d'œuvre, ainsi que les études permettant la passation d'un appel d'offres afin de pouvoir retenir les entreprises pour la réalisation des travaux.

Cependant, de nouvelles orientations plus générales ont amené à suspendre l'exécution des études.

En effet, le conseil départemental envisage la création d'un gymnase à proximité du collège Simone de Beauvoir et la commune, lors de son conseil municipal du 23 septembre 2020, a engagé les démarches administratives pour l'acquisition des parcelles nécessaires à la réalisation de cette construction.

Une réhabilitation partielle a tout de même été menée au sein des locaux du gymnase Ferrari en 2020 notamment sur l'ancien appartement de fonction dans lequel les travaux ont permis d'installer les bureaux administratifs de la direction des sports.

Au total, ce sont 4 bureaux qui ont pu être aménagés.

Les anciens locaux administratifs ont, quant à eux, été également modifiés afin de mettre à disposition une salle de réunion ainsi qu'un local de stockage totalisant 30m².

Cette AP/CP a fait l'objet d'une dernière modification en 29 juillet 2020 par délibération du conseil municipal.

A ce jour, toutes les situations étant réglées, l'autorisation de programme ci-dessous est ajustée au montant réel et soldée comme indiqué dans le tableau qui demeurera annexé à la délibération.

Il est donc demandé au conseil municipal de clôturer cette autorisation de programme et les crédits de paiement correspondants.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°12 : Citoyenneté : Attribution des subventions 2021 aux associations.

(Délibération n°2021-126)

Rapporteur : M. Jean-Louis Bonneric.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Comme chaque année, de nombreuses associations ont saisi la commune de leurs demandes de subventions annuelles afin de disposer des ressources suffisantes pour mener à bien leurs activités.

Après étude de leurs demandes et eu égard à l'intérêt que représente le monde associatif en matière de lien social au niveau de la Ville et tout particulièrement dans la période que la population traverse avec l'épidémie du Covid 19, il est proposé au conseil municipal d'attribuer les subventions dont le détail se trouve joint en annexe.

Ces attributions représentent ainsi une somme globale de 491 039 € que la Ville verse en faveur du milieu associatif.

Par ailleurs, les demandes des associations à vocation sociale ou humanitaire référencées au Centre communal d'action sociale de Frontignan sont soumises au conseil d'administration de cette structure.

Il est donc demandé au conseil municipal d'allouer les subventions 2021 aux diverses associations citées en annexe dont il donne lecture exhaustive.

Mme la présidente ouvre le débat en remerciant M. Bonneric.

M. Ardinat revient sur la campagne électorale au cours de laquelle il a été dit que le RN aurait supprimé toutes les subventions aux associations. Il souligne qu'il s'agissait d'une fausse information et, pour la contrer, annonce un vote favorable à ce dossier, tout en s'interrogeant sur certaines attributions ou au contraire certaines absences.

Il regrette l'absence de vote par chapitre sur ce point, qu'il estime dans la parfaite ligne du mandat précédent, l'expliquant par le fait que M. Boulloire fut le mentor de M. Arrouy.

Il insiste sur le rôle politique qu'il a observé en cours de campagne pour ce qui concerne certaines associations comme la CGT, la FCPE ou l'association No passaran et qui ne devraient pas recevoir des subventions de ce fait. Il en est de même de la FNACA.

Il s'interroge également sur l'absence de demande de la part des Méditerranéennes et de l'association Femmes en Languedoc-Roussillon.

M. Patry informe les membres du conseil du décès du président de la FNACA qui à ce jour n'est toujours pas remplacé, d'où l'absence de demande.

M Bonneric liste la plupart des associations pour lesquelles MM. Prato et Ardinat, ont refusé de voter les subventions en tant que conseillers régionaux, et remarque que la qualité des projets associatifs était pourtant indéniable. Il précise qu'il s'agit de culture, d'environnement et de solidarité et le regrette.

M Ardinat déclare assumer ces votes du fait du caractère qu'il estime ultra politisé de ces associations. Il rappelle toutefois voter favorablement pour l'immense majorité des subventions de la région.

M le maire regrette l'extrême politisation des débats au sein du conseil et le regrette. Il insiste sur l'importance des syndicats et des associations de parents d'élève quels qu'ils soient. Il illustre son propos par le soutien apporté à la société de chasse pourtant présidée par M. Combes. Il regrette que M. Ardinat politise à l'excès ses prises de position au détriment de la gestion des dossiers et de l'intérêt général. Il doute de l'intérêt général qu'aurait défendu M. Ardinat s'il avait été aux affaires de la Ville.

Il informe le conseil des raisons de certaines absences de dossier ici, comme « Femmes en Languedoc », traitée par ailleurs dans le cadre des subventions du contrat de Ville.

Il invite les conseillers municipaux à ne pas stigmatiser les actions des uns et des autres en cette période de pandémie pendant laquelle le territoire a éminemment besoin de la vie associative.

Il revient sur les dissensions cultivées par le RN au sein du conseil et invite M. Ardinat à se rapprocher directement des associations dont il doute de l'utilité ou de la neutralité sans utiliser sa qualité de membre du conseil comme tribune politique. M le maire invite à une prise de position globale sur le soutien au monde associatif sans parcelliser, ni juger chaque action associative.

M. Ardinat regrette à nouveau l'absence de vote par chapitre.

M. Prato revient sur les analyses de M. Bonneric et pointe l'absence de remise en contexte de ces votes, s'amusant toutefois des prises de positions de la CGT sur l'aspect politique. Il insiste sur le poids de certaines personnes sur certaines décisions d'entreprise, et met en cause publiquement M. Bringuier pour des décisions prises dernièrement par la SNCF.

Il s'interroge ensuite sur certaines subventions alors que justement, aucune activité ou presque n'a pu être menée en 2020 ni en 2021. Il appelle Mme Suné à informer le conseil des doutes de détournements de fond au sein du NOF, et de l'absence de cette association dans les associations subventionnées.

M. le maire rappelle qu'il s'agit ici de subventionner le fonctionnement des associations, comme pour le Cercle Andalou ou le Club taurin, sans subvention de projet particulier, d'où la baisse de la subvention, même quelque fois non sollicitée comme pour le club taurin en 2020.

Enfin, s'agissant du NOF, M. le maire revient sur le fait que les élus ne sont ni enquêteurs, ni juges et invite M. Prato à le saisir d'une demande de documents puisqu'il entend contester la réalité de l'action du maire. Quant à l'absence de subvention, M. le maire indique qu'à ce jour, la gestion n'est pas tout à fait mise au clair pour recevoir une subvention. Il a été toutefois vérifié que son fonctionnement n'était pas remis en cause cette année.

Mme Suné rappelle que le NOF est titulaire d'un contrat d'objectif, et que l'assemblée générale à laquelle il est fait allusion ici était publique et où il a été pris acte de la saisine du procureur par M. le maire. Elle précise que le NOF avait fait une demande de subvention mais que leur dossier était incomplet.

M. le maire invite enfin M. Prato à ne pas mettre publiquement en cause les élus.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : M. Combes, Mme Vilaverde-Fiuza et Mme Patte, pour ce qui les concerne respectivement.

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°13 : Finances : Budget annexe du port de plaisance – Compte administratif 2020.

(Délibération n°2021-127)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, estimant devoir résumer la situation au regard du nombre de chiffres évoqués lors de cette séance, re voyant pour le détail à la note de synthèse.

Il est demandé au conseil municipal d'adopter le compte administratif de l'exercice 2020 du budget annexe du port de plaisance, arrêté aux montants suivants :

	REALISE		RESULTATS
	DEPENSES	RECETTES	
Section d'exploitation	1 524 874,02	1 820 394,51	295 520,49
Section d'investissement	144 954,96	306 535,53	161 580,57

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES

CHAP	EXPLOITATION	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
011	Charges à caractère général	844 291	720 511,98
012	Charges de personnel	605 000,00	590 101,51
023	Virement section d'invest	28 000	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	100 000,00	98 379,94
65	Autres charges courantes	15 000,00	3 454,83
66	Charges financières	6 500,00	655,75
67	Charges exceptionnelles	62 000,00	62 353,01
69	Impôts sur bénéfices	50 000,00	49 417,00
	TOTAL	1 710 791,12	1 524 874,02

RECETTES

CHAP	EXPLOITATION	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
002	Excédents antérieurs reportés	157 641,12	157 641,12
013	Atténuations de charges	12 000,00	18 793,08
042	Opérations d'ordre entre sections	18 700,00	18 679,85
70	Ventes produits, prestations de services	1 417 150,00	1 384 915,58

74	Subvention d'exploitation	10 000,00	11 135,98
75	Autres produits de gestion courante	20 300,00	20 258,56
77	Produits exceptionnels	75 000,00	208 970,34
	TOTAL	1 710 791,12	1 820 394,51

Résultat annuel d'exploitation	137 879,37
Résultat d'exploitation avec reprise du solde antérieur	295 520,49

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

CHAP	INVESTISSEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
040	Opérations d'ordre entre sections	18 700,00	18 679,85
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
16	Emprunts	12 000,00	11 065,74
21	Immobilisations corporelles	137 100,00	27 836,93
23	Immobilisations en cours	1 868 355,59	87 372,44
	TOTAL	2 036 155,59	144 954,96

RECETTES

CHAP	INVESTISSEMENT	PREVISIONS TOTALES	TOTAL REALISATIONS
001	Excédent antérieur reporté	208 155,59	208 155,59
021	Virement section fonction	28 000,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	100 000,00	98 379,94
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
13	Subventions d'invest département	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés	1 700 000,00	0,00
	TOTAL	2 036 155,59	306 535,53

Résultat annuel d'investissement	-46 575,02
Résultat d'investissement avec reprise du solde antérieur	161 580,57
Résultat global annuel	91 304,35
Résultat global cumulé	457 101,06

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence de débat, M. le maire quitte la séance.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°14 : Finances : Budget annexe du port de plaisance – Approbation du compte de gestion 2020.

(Délibération n°2021-128)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants en renvoyant à la note de synthèse.

Après avoir examiné le compte administratif 2020, il convient de statuer sur le compte de gestion du budget annexe du port de plaisance établi par le trésorier municipal.

Celui-ci a repris dans les écritures le montant du solde figurant au bilan de l'exercice 2019 ainsi que les opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire. Les résultats sont les suivants :

LIBELLE	REALISE	
	DEPENSES	RECETTES
SECTION D'EXPLOITATION	1 524 874,02	1 820 394,51
Excédent d'exploitation	295 520,49	
SECTION D'INVESTISSEMENT	144 954,96	306 535,53
Excédent d'investissement	161 580,57	

Les résultats de l'exercice 2020 inscrits sur le tableau général du compte de gestion étant identiques à ceux du compte administratif 2020, il est proposé au conseil municipal d'adopter sans réserve le compte de gestion du trésorier municipal.

Mme la présidente ouvre le débat.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°15 : Finances : Budget annexe du port de plaisance – Budget primitif 2021.

(Délibération n°2021-129)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants renvoyant le cas échéant à la note de synthèse. Il profite de l'occasion pour informer le conseil municipal de l'état actuel du chantier du port et des prochaines échéances techniques.

Au terme du débat d'orientation budgétaire intervenu en séance du 16 mars 2021, le budget primitif 2021 du port de plaisance, tel que préparé par l'exécutif et proposé à l'organe délibérant, peut se synthétiser comme suit :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	1 792 476,49 €	1 792 476,49 €
Section d'investissement	3 477 807,06 €	3 477 807,06 €
TOTAL	5 270 283,55 €	5 270 283,55 €

PRESENTATION DE LA SECTION D'EXPLOITATION

RECETTES D'EXPLOITATION		
001	Excédent antérieur reporté	295 520,49 €
013	Atténuation de charges	17 000 €
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	18 700 €
70	Produits de services et ventes diverses	1 376 000 €
74	Dotations, subventions et participations	10 000 €
75	Autres produits de gestion courante	20 256 €
78	Reprises sur provisions et amortissements	55 000 €
	TOTAL	1 792 476,49 €

DEPENSES D'EXPLOITATION		
011	Charges à caractère général	849 250 €
012	Charges de personnel	620 000 €
023	Virement à la section d'investissement	80 226,49
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	97 000 €
65	Autres charges de gestion courante	15 000 €
66	Charges financières	25 000 €
67	Charges exceptionnelles	6 000 €
69	Impôts sur les bénéfices	100 000 €
TOTAL		1 792 476,49 €

PRESENTATION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES D'INVESTISSEMENT		
001	Résultat reporté d'investissement	161 580,57 €
021	Virement de la section de fonctionnement	80 226,49 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	97 000 €
13	Subventions d'investissement	239 000 €
16	Emprunts et dettes assimilés	2 900 000 €
TOTAL		3 477 807,06 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	18 700 €
16	Emprunts et dettes assimilés	80 000 €
21	Immobilisations corporelles	198 123,91 €
23	Immobilisations en cours	3 180 983,15 €
TOTAL		3 477 807,06 €

Il est proposé au conseil municipal d'adopter le budget primitif 2021 du budget annexe du port de plaisance de Frontignan.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°16 : Finances: Projet de modernisation et de restructuration du port de plaisance : modification d'une autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP).

(Délibération n°2021-130)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, en renvoyant à la note de synthèse, qu'il résume donc.

Lors du conseil municipal du 29 juillet 2020 et dans le cadre du projet de restructuration et de modernisation du port, le conseil municipal a approuvé la création de l'autorisation de programme et de crédits de paiements (AP/CP).

Ce projet consiste à augmenter la capacité d'accueil du port en passant ainsi de 603 postes d'accostage à 750 postes environ. Grâce à cette centaine de postes d'accostage supplémentaires, le port pourra mieux répondre aux demandes des plaisanciers inscrits sur liste d'attente mais également pourra proposer des services de qualité en tenant compte des attentes et comportements des clientèles touristiques.

Ces travaux consistent en l'aménagement de l'avant-port et la création d'une cinquantaine de postes d'accostages dédiés aux escales et aux acteurs professionnels du nautisme, puis par le dragage des bassins du port afin de retrouver les profondeurs nécessaires à la navigation en toute sécurité et, enfin, par le réaménagement des bassins et le remplacement des pontons vieillissant pour augmenter la capacité du port de 100 postes d'accostages.

A ce jour, la commune de Frontignan a obtenu toutes les autorisations nécessaires pour entreprendre ces travaux. Ils ont démarré le 4 janvier 2021. Pour rappel, ils vont se dérouler sur 2 ans, en dehors de la période estivale et pour un montant total de 4 499 983 € HT (Tranches ferme et optionnelles) comme le prévoit le marché de travaux conclu avec l'entreprise de travaux publics Spada.

Le montant précis de ces travaux, ainsi que les aides publiques du Département et de la Région étant aujourd'hui connues, il est donc nécessaire de procéder à un ajustement et une modification de cet AP/CP et de demander au conseil municipal d'approuver les modifications d'autorisations de programme et crédits de paiements décrits dans le tableau joint en annexe.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la mise en place de cette autorisation de programme et de crédits de paiement correspondants.

Mme la présidente ouvre le débat.

M Ardinat précise voter favorablement à l'ensemble de ces dossiers du port du fait de l'importance qu'il convient d'apporter à ces travaux pour Frontignan.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°17 : Aménagement / urbanisme : Modification de l'objet social de la SA ELIT.

(Délibération n°2021-131)

Rapporteur : M. Frédéric Aloy.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

A l'occasion des schémas d'aménagement du territoire et des plans de déplacements urbains, le conseil d'administration de la SA Elit, lors de sa séance du 29/03/2019 a validé la stratégie de développement patrimonial de la société vers les activités de construction et de gestion d'ouvrages ou d'équipements permises par un capital rétabli à plus de 225 000 euros.

La SA ELIT doit ainsi pouvoir apporter son appui à la mise en œuvre de cette politique en particulier sur les ZAC dont elle est concessionnaire.

Dans ce cadre, il s'avère nécessaire de modifier l'objet mentionné dans les statuts de la SA ELIT en le faisant évoluer vers un champ d'intervention plus large, vers des activités de construction et de gestion d'ouvrages ou d'équipements.

Pour ce faire et conformément à l'article L.1524-1 al 3 du code général des collectivités territoriales, les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires sont appelées à délibérer sur le projet de modification statutaire afin d'autoriser leurs représentants respectifs à l'assemblée générale à voter en faveur lors de celles-ci.

Il convient par conséquent que le représentant de la Ville de Frontignan au sein des assemblées générales de la SA ELIT soit autorisé à voter en faveur de la modification de l'objet social et de la modification des statuts.

Ces propositions de modifications concernent l'article 2 des statuts dont la nouvelle rédaction a été reprise dans la note de synthèse transmise aux conseillers municipaux

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'approuver le projet de modification de l'objet social et des modification statutaires associées ;
- D'autoriser son représentant, M. Frédéric Aloy, aux assemblées générales de la SAEM SA ELIT à voter en faveur de la ou des résolutions lors de l'assemblée générale extraordinaire (AGE) concrétisant cette modification statutaire et de le doter de tous pouvoirs à cet effet ;
- D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, Il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte et M. Prato, Combes, Ardinat, Rongier)

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°18 : Aménagement / urbanisme : Demandes de subvention portant sur la réalisation de l'extension au cimetière situé avenue des Thermes à Frontignan.

(Délibération n°2021-132)

Rapporteur : M. Jean-Louis Patry.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Depuis plusieurs années, il a été identifié la nécessité de procéder à l'extension d'un cimetière afin d'être toujours en mesure d'assurer le respect que toute communauté doit à ses morts.

Au vu de la configuration de l'emplacement des trois cimetières de la Ville, celui situé rue des Thermes à Frontignan est le plus à même de faire l'objet d'une extension. Ainsi, déjà le plan local d'urbanisme adopté en 2018 prévoyait, au sein de la zone A, la possibilité de procéder à ce type d'aménagement et la Ville a d'ailleurs procédé aux acquisitions foncières nécessaires.

Dans ces conditions, la Ville envisage maintenant de procéder à cette opération. Celle-ci devrait porter sur la parcelle AD 60, pour une superficie de 2160 m², et donner lieu à la mise en accessibilité de cette partie du cimetière ainsi qu'à la meilleure gestion des eaux pluviales sur ce nouvel aménagement.

Les études géo-hydrauliques étant en cours de finalisation, le détail de ce projet sera très prochainement proposé au conseil municipal, ce qui ne doit pas empêcher ce dernier de se préoccuper de son mode de financement.

L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de ce projet s'élèverait 199.167 € HT pour ces travaux.

Afin d'aider la Ville à financer cet équipement, il est proposé au conseil municipal d'autoriser M. le maire à déposer des dossiers de demandes de subventions les plus élevées possibles auprès du Conseil départemental de l'Hérault et de Sète Agglopolé Méditerranée.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°19 : Patrimoine : Demandes de subvention portant sur l'aménagement du nouveau local pour accueillir les archives municipales.

(Délibération n°2021-133)

Rapporteur : Mme Valérie Maillard.

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Dans le cadre de la création d'un pôle culturel-loisirs dans les anciens Chai Botta et la restructuration urbaine de ce secteur du centre-ville, la Ville doit prévoir le déménagement de ses archives municipales installées dans cet immeuble depuis 2009, et ce, d'ici le mois d'octobre 2021.

C'est également l'occasion d'améliorer les conditions d'installation de ce service, celui-ci étant saturé depuis plusieurs mois au point de n'être plus en capacité de recevoir des versements dans les locaux actuels.

Plusieurs hypothèses ont été étudiées et une des options a été retenue : il s'agit d'un local municipal situé avenue Frederic Mistral à Frontignan qui servait d'ancien centre de tri pour les services de La Poste.

Un aménagement préalable s'impose cependant, en l'espèce:

- Rénovation d'un local de stockage de 14 m² en bureau d'accueil ;
- Rénovation d'une surface de 39 m² en salle de lecture ;
- Rénovation et aménagement de 250 m² en local archives y compris fourniture et pose de rayonnage.

La rénovation de cet espace impose le recours à un bureau de contrôle pour l'étude de la portance du plancher et une étude sur la ventilation thermique et hygrométrique du bâtiment pour répondre aux normes sanitaires requises pour un local d'archives.

Pour parfaire l'aménagement, la Ville doit également faire l'acquisition de nouveaux rayonnages en complément des rayonnages existants de l'actuel local qui devront être déplacés et l'acquisition de divers mobiliers.

L'enveloppe budgétaire globale pour la réalisation de ce projet s'élèverait à 100 000 euros HT qui se décompose comme suit :

- 60 000 euros € HT pour les études et travaux,
- 40 000 euros € HT pour l'acquisition et la pose des rayonnages et l'achat de mobiliers divers.

Afin d'aider la Ville à financer cet équipement, il est proposé au conseil municipal d'autoriser M. le maire à déposer des dossiers de demandes de subventions les plus élevées possibles auprès du Conseil départemental de l'Hérault et de Sète Agglopol Méditerranée.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°20 : Plan action voirie / Cadre de vie : Demandes de subvention portant sur la sécurisation et l'accessibilité de parcours aux abords de certains établissements scolaires et en centre-ville.

(Délibération n°2021-134)

Rapporteur : M. Eric Bringuier.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants, en précisant qu'il ne s'agit pas de rails, mais de voirie.

Dans le cadre de son plan action voirie (PAV) 2021 et de sa politique de mise en accessibilité des voiries, la Ville a décidé de faciliter les cheminements piétonniers et de sécuriser certains parcours en « cœur de ville » ainsi qu'aux abords de certains établissements scolaires de la commune.

Pour cela, des travaux multi-sites vont être réalisés sur les secteurs suivants :

- Amélioration de la sécurité des piétons aux abords du collège les deux pins par le réaménagement de la rue Maurice Clavel pour un budget prévisionnel de 125 000 € HT ;
- Amélioration du cheminement des piétons pour accéder à l'école des Crozes pour un budget prévisionnel de 98 000 HT : rue Ambroise Paré, rue de la bergerie et voie attenante, carrefour Schweitzer/Malautiés ;
- Réfection de voies du centre-ville situées en zone de rencontre pour un budget prévisionnel de 65 000 euros HT : rue Boucarié, rue du 8 mai 45 trottoirs, rue du 8 mai 45 voie en zone de rencontre et rue du Colombier ;
- Chemin des écoliers pour un budget prévisionnel de 4 000 € HT de fournitures.

Ces travaux vont consister notamment dans la reprise de trottoirs, la création de marquage au sol, la pose de potelets et la mise en place de mobilier urbain dans le but d'améliorer la protection des usagers.

Ils seront pour partie, confiés à une entreprise privée dans le cadre du marché à bons de commande pour les travaux d'entretien de voirie et, pour partie, réalisés en régie par les services municipaux.

L'enveloppe budgétaire globale pour la réalisation de ce projet s'élèverait à 292 000 € HT.

Afin d'aider la Ville à financer ces aménagements, il est proposé au conseil municipal d'autoriser M. le maire à déposer des dossiers de demandes de subventions les plus élevées possibles auprès du Conseil départemental de l'Hérault et de Sète Agglopôle Méditerranée.

Mme la présidente ouvre le débat.

M le maire revient sur l'importance des actions de proximité comme précédemment évoqué lors du débat budgétaire et insiste sur la concrétisation ici de cette volonté.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°21 : Grand projet / Opération cœur de Ville : Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération de requalification du cœur de ville.

(Délibération n°2021-135)

Rapporteur : M. Frédéric Aloy.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Par délibération du 26 septembre 2019, la ville de Frontignan a confié à la SPL Territoire 34 dont elle est membre, l'opération de renouvellement urbain du centre-ville. Cette mission a fait l'objet d'un traité de concession d'aménagement signé le 10 octobre et notifié le 15 novembre 2019.

La durée initiale de la concession a été fixée à 10 ans à compter de sa date d'effet.

Les missions de Territoire 34 ont notamment pour objet de procéder au calibrage du projet urbain, d'acquérir les biens immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à l'opération, de les gérer, de les céder ou les louer, de rechercher les financements, de procéder aux études opérationnelles ainsi qu'à tous travaux et équipements concourant à l'opération globale d'aménagement listés au programme annexé à la concession et, enfin, d'assurer les tâches de conduite et de gestion de l'opération.

A titre d'information, un avenant n°1 a été notifié en avril 2020 afin d'intégrer la réalisation et le portage du pôle culture/loisirs sur les anciens chais en bordure de canal et d'allonger la durée de la concession de 8 ans. Ce programme sera présenté en détail lors du CRAC 2020.

En termes d'avancement, les études préalables et pré-opérationnelles ont été engagées et un 1^{er} diagnostic a été présenté en décembre 2019. Il a été poursuivi en 2020 et devrait déboucher mi-2021, après une large concertation avec la population, sur le plan-guide de l'opération.

Aucune acquisition, ni travaux n'ont été réalisés en 2019. Il a été intégré une rémunération prévisionnelle supplémentaire de l'aménageur de 89.000 € sur les recettes de commercialisation non intégrée au bilan initial et des ajustements de frais financiers prévisionnels à hauteur de 23.000 €.

En termes de recettes, une subvention complémentaire prévisionnelle de 113.000 € a été intégrée et son montant sera ajusté lors de la notification de la subvention.

Enfin, aucun apport en nature n'a été réalisé ou prévu à cette date.

Dans ces conditions, la participation d'équilibre initiale prévue par la Ville au traité reste inchangée au 31/12/2019 à hauteur de 434.000 € HT /an. Elle sera ajustée au CRAC 2020 pour prendre en compte l'allongement de la durée de la concession et l'intégration technique et financière du pôle culture/loisirs à réaliser dans les anciens chais.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver le CRAC 2019 de l'opération de requalification du cœur de ville et son bilan financier prévisionnel.

Mme la présidente ouvre le débat.

M. Ardinat annonce un vote favorable à ce dossier qui faisait aussi partie du programme RN, mais également à tous les dossiers d'investissement en matière de proximité.

M. Le maire s'amuse de cette position, se rappelant que la précédente liste RN ne soutenait pas ce projet de centre-ville.

Avec humour, M. Prato doute que M. Arrouy accepte M. Ardinat sur sa liste.

M. Ardinat revient sur le rôle d'une opposition, également avec humour.

M le maire attire l'attention du conseil sur le fait que la proximité d'élections explique sans doute aussi les dernières prises de position du RN, et invite à ne pas être dupe de ces soutiens.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°22 : Grand projet / requalification urbaine : Déplacement de la gare et pôle d'échange multimodal : Avenant n°1 à la convention de financement de l'étude de faisabilité et d'opportunité – autorisation de signature.

(Délibération n°2021-136)

Rapporteur : M. Frédéric Aloy.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

La gare SNCF de Frontignan accueille aujourd'hui plus de 450 000 voyageurs par an avec une fréquentation en hausse constante dans des conditions difficiles, notamment pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR).

Depuis les premières réflexions engagées, la Ville de Frontignan et les partenaires : Etat, Région Occitanie, Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions), Département de l'Hérault et Sète Agglopol Méditerranée (SAM) ont dressé le constat de dysfonctionnements récurrents de la gare historique et de son inadéquation avec les besoins actuels et futurs d'une gare TER de cette importance.

Ces partenaires ont alors décidé d'engager des études de faisabilité et d'opportunité portant sur l'aménagement d'un véritable Pôle d'Echange Multimodal (PEM) sur le site de l'ancienne friche Exxon Mobil d'environ 11 hectares.

Cet accord a été concrétisé à travers un protocole d'intention et trois conventions de financement entre ces partenaires portant sur les études d'avant-projet, approuvés par délibération du conseil municipal le 10 octobre 2017, conventions et protocole finalement signés par l'ensemble des parties en juin 2018.

L'exécution de ces études met aujourd'hui en évidence la nécessité d'adapter certains points de la convention sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau.

Ainsi, il est proposé un avenant n°1 à la convention sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau qui prévoit d'amender le délai prévisionnel de réalisation des études et la répartition des coûts entre chaque phase comme décrit dans la note de synthèse, sachant que le montant et le plan de financement global ne sont pas modifiés.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de financement de l'étude de faisabilité et d'opportunité sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau signée le 19 juin 2018 pour le déplacement de la gare et le pôle d'échange multimodal ;
- d'autoriser monsieur le Maire à le signer

Mme la présidente ouvre le débat.

M. Prato rappelle que lors de la campagne, il avait soutenu une rénovation de la gare actuelle, préférant celle-ci à une future gare trop excentrée. En vue de la parfaite information des électeurs pour les prochaines élections, il invite M le maire à faire part de la position de Mme Delga sur un éventuel déplacement de la gare.

M. le maire informe le conseil municipal que Mme Delga et son vice-président envisagent de procéder à l'amélioration de l'accessibilité de l'actuelle gare dans l'attente de la mise en place du PEM sur l'ancien site de la Mobil. Il se félicite de cette décision, qu'il estime indispensable dans l'attente de l'aménagement du PEM, à l'échéance d'une dizaine d'années.

M. Prato revient sur l'importance de l'échéance annoncée, sans doute trop éloignée pour voir son avenir assuré.

M. le maire indique que ce projet de PEM, certes lointain, sera l'aboutissement d'une démarche initiée en 1995 par l'équipe de M Bouldoire en matière de dépollution des terrains EXXON. Il illustre son propos par le temps nécessaire à l'aménagement du collège de la Peyrade.

M Ardinat souligne avoir soutenu très tôt le développement du centre-ville et l'importance à apporter à l'actuelle gare. Il s'étonne du fait que la Région s'engage à mettre aux normes l'actuelle gare et attende 10 ans pour aménager un PEM.

M. le maire attire l'attention du conseil sur l'importance de gérer les actuels problèmes d'accessibilité de la gare dans l'attente de la réalisation du PEM.

M. Linarès considère qu'il s'agit ici à la fois d'appréhender les priorités du gestionnaire de la gare pour ce qui concerne l'accessibilité et de faire avancer le projet de la Ville de mise en place d'un PEM avec le réaménagement du plan du bassin. Il considère qu'il s'agit de deux échelles différentes.

Il précise que certains PEM qu'on peut croire terminés comme celui de Sète ne le sont pas, la totalité de l'aménagement appellera plusieurs années encore.

Il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 7 (Mmes Britto, Touzellier, Patte et M. Prato, Combes, Ardinat, Rongier).

Pour : unanimité des suffrages exprimés.

DOSSIER N°23 : Ressources humaines : Accord cadre portant sur l'acquisition de titres restaurant : constitution d'un groupement de commandes et approbation du dossier de consultation des entreprises.

(Délibération n°2021-137)

Rapporteur : Mme Claudie Minguez.

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Dans le cadre du soutien apporté à leurs agents respectifs, la Ville de Frontignan, le CCAS, ainsi que l'office de tourisme, proposent à ces derniers d'accéder au dispositif de titres restaurant, dont le contenu est fixé par les articles L 3262-1 et suivants du code du travail.

Il est pour cela nécessaire d'accéder aux services d'une entreprise émettant ces titres de paiement particulier, en assumant le paiement et permettant l'accès à un réseau au sein duquel ces titres peuvent être utilisés.

S'agissant en cela de prestation de services, il est envisagé de mettre en place un groupement de commandes constitué entre l'Office de tourisme, le CCAS et la Ville de Frontignan, cette dernière assumant alors le rôle de coordinateur, tant pour l'ensemble des opérations de passation qu'exécution de cet accord-cadre et ce, au sens des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique.

Le prestataire désigné suite à la mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, assurera les prestations de fourniture, d'impression et de livraison de titres restaurant.

Il est donc proposé au conseil municipal d'une part, d'approuver le texte d'une convention de groupement de commandes ainsi que, conformément à l'article L 2122-22-21 du code général des collectivités territoriales, les termes du dossier de consultation en tant que futur accord cadre et d'autre part, d'autoriser M. le maire à signer chacun de ces documents.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°24 : Espaces balnéaires et littoraux : Approbation de l'avenant à la concession des plages naturelles.

(Délibération n°2021-138)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Depuis le 1^{er} janvier 2014, et pour une durée de 12 années, la Ville de Frontignan est concessionnaire des plages naturelles de son territoire. Cette concession représente une superficie de 295.000 m² sur 6.450 mètres linéaires allant des limites du port de Sète à l'Ouest aux plages transférées au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres à l'Est, et de la laisse de basse mer au sud jusqu'en limite du domaine public maritime au nord, en excluant le port de plaisance de Frontignan.

Parmi les prérogatives accordées à la Ville, figurent, d'une part, la possibilité de procéder à la définition et à l'attribution de sous-traités de cette concession à des exploitants chargés pour partie du service public balnéaire pour ce qui concerne les activités que la Ville déciderait de ne pas assurer en régie, à savoir les activités commerciales, et, d'autre part, la possibilité d'implanter des zones d'activités municipales destinées à des animations.

Ces possibilités sont strictement définies dans la concession.

Depuis plusieurs mois, la Ville de Frontignan s'est rapprochée des services de l'Etat pour envisager une modification du contenu des lots destinés à faire l'objet de sous-traités et du nombre et de la nature des zones d'activités municipales.

Sur accord de M le Préfet obtenu le 25 février dernier, il est maintenant possible de formaliser ces éléments dans un avenant à la concession.

Pour l'essentiel, il s'agit de doter la plupart des lots sous-traités, d'activités annexes à leur activité principale (buvette/snacking ou location de matériel nautique), de redéfinir la destination de la plupart des zones d'activités municipales et d'en créer 6 supplémentaires.

- Pour ce qui concerne les lots sous-traités :

Le lot n°1, destiné principalement à la location de matériels nautiques non motorisés, verrait son activité étendue de manière annexe à la mise en place de bains de soleil et d'une buvette/snacking ;

Les lots n°2 et 3, destinés à un service de location de bains de soleil et à une buvette/snacking, proposeraient également de la location d'engins de plage ;

Le lot n°5 verrait son activité concentrée sur la location du matériel nautique non motorisé, destinée à la pratique au-delà de la bande des 300 m réservée à la baignade et aux engins de plage ;

Le lot n°6, initialement destiné à proposer des jeux pour enfants, verrait son activité étendue à la mise en place d'une buvette / snacking ainsi qu'à la location d'engins de plage.

- Pour ce qui concerne les zones d'activité municipale (ZAM) :

Certaines seraient légèrement modifiées, dans leur implantation ou leur objet : les ZAM 3, 4 et 10, et de nouvelles seraient mises en place :

- une ZAM 12, destinée aux activités sportives et située entre l'accès n° 31 et le lot n° 7 ;
- une ZAM 13 destinée aux activités sportives sur la plage et située entre les accès n° 30 et 31 ;
- une ZAM 14, destinée aux activités sportives et située sur la plage à l'Est de l'accès n° 23 ;
- une ZAM 15, destinée aux activités sportives et située sur la plage à l'Est de l'accès n° 13 ;
- une ZAM 16 destinée aux activités sportives et située sur la plage à l'Est de l'accès n° 5 ;
- et enfin une ZAM 17 destinée aux activités sportives sur la plage et mise à l'eau d'embarcations et engins de l'école de voile et située sur la partie Est de la plage n°55.

Ainsi, avec les 17 zones d'activités municipales maintenant mises en place, seraient soustraits du libre usage de l'espace public 12 250 m², soit 4,15 % du domaine public maritime, et ce, uniquement du 1er avril au 30 septembre, date à laquelle les espaces doivent retrouver leur intégrité naturelle.

Ce projet d'avenant, accompagné d'une note de présentation, est mis à la disposition du public pour observation sur le site internet de la Ville de Frontignan dans le cadre de l'article L 123-19-1 du code de l'environnement.

Il est demandé au conseil municipal d'en approuver le contenu.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°25 : Espaces balnéaires et littoraux : Attribution des sous-traités de concession des plages naturelles.

(Délibération n°2021-139)

Rapporteur : M. Jean-Louis Molto.

M. le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Comme évoqué précédemment, l'Etat a concédé à la Ville de Frontignan les plages naturelles de son territoire.

Parmi les prérogatives consenties, figure la possibilité de procéder à la définition et à l'attribution de sous-traités à des exploitants chargés pour partie du service public balnéaire pour ce qui concerne les activités que la Ville déciderait de ne pas assurer en régie.

Pour mémoire, le conseil municipal, dès sa séance du 28 mars 2013, avait défini le contenu de ce service public balnéaire et s'était prononcé sur les modalités de gestion. Ainsi, il était décidé de mettre en place 7 sous-traités d'exploitation basés sur des activités de location de matériels et/ou d'engins nautiques non motorisés, de buvette, de restauration et de jeux pour enfants.

Ces 7 sous-traités représentent une surface totale de 3.760 m², soit 1,27% des plages naturelles concédées à la Ville.

Lors de sa séance du 19 novembre 2020, le conseil municipal avait redéfini les conditions de ces services, pour la durée résiduelle de la concession, soit 5 ans, et une procédure de mise en concurrence était dès lors mise en œuvre.

Deux publications d'avis d'appel à candidature n'ont permis de recueillir des offres que pour les lots 2, 3 et 7, laissant non exploités une fois de plus la plupart des lots ayant pourtant vu leur offre de service étoffée dans le cadre de l'avenant précédemment exposé.

Après que la commission constituée à cet effet ait sélectionné les candidatures et émis un avis sur les premières offres reçues, les négociations ont permis de perfectionner les prestations offertes.

Les offres ont été précisément détaillées aux conseillers municipaux dans le cadre d'un rapport qui leur a été communiqué à titre particulier et rappelés dans le cadre de la note de synthèse habituelle.

Il en ressort les éléments principaux suivants :

Le sous-traité d'exploitation du lot n°2 (location matériel/buvette secteur de l'entrée) serait attribué à la SARL le Poisson Rouge. Le projet prévoit un espace buvette, implantée au nord-ouest. La zone de location de matériel est située en partie Est et présente 30 places. La redevance annuelle d'exploitation versée à la commune, mise en concurrence, est fixée à 7.000 € révisable.

Le sous-traité d'exploitation du lot n°3, (location et buvette secteur de la bergerie) serait attribué à la SARL les plages. Le projet prévoit l'aménagement d'un bar en position haute à l'Est de la sous concession, ne gênant en rien la vue sur la mer. La redevance annuelle d'exploitation versée à la commune est fixée 6.300 € révisable.

Enfin, **le sous-traité d'exploitation du lot n°7** (location et restauration) sis dans le secteur des Aresquiers serait attribué à la SARL le Spot.

Le projet prévoit une zone de restauration dans la partie nord de la concession comprenant 112 m² de bâti clos et couvert regroupant un espace cuisine, un espace bar, un espace cuisine, un espace pizza les réserves, un vestiaire, les sanitaires, un bureau, une chambre froide, un glacier et une salle de restaurant, le tout installé sur une terrasse de 272 m².

Le reste de l'espace est destiné à la location de matériel. La redevance annuelle d'exploitation versée à la commune est fixée à 40.000 € révisable.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver le choix de ces sous-concessionnaires comme exposé dans le rapport et la note de synthèse préalablement communiqués,
- d'approuver les termes des sous-traités,
- et, sous réserve de l'accord de M. le préfet tel que prévu à l'article R 2124-31 du code général de la propriété des personnes publiques, ainsi que de la signature par l'Etat de l'avenant à la concession, d'autoriser M. le Maire à les signer.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité.

DOSSIER N°26 : Sports et loisirs de pleine nature : Convention de mise à disposition d'une barge entre la Ville de Frontignan et l'association de plongée « Aresquiers subaquatiques ».

(Délibération n°2021-140)

Rapporteur : Mme Caroline Suné.

Mme le rapporteur porte à la connaissance du conseil les éléments suivants :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Frontignan met à la disposition de l'association "Aresquiers subaquatiques " une barge de plongée d'une capacité de 12 personnes, et s'en réserve l'usage dans le cadre de ses propres activités de services publics, en application d'un planning d'utilisation concerté.

Il est envisagé de poursuivre ce mode opératoire qui donne satisfaction aux deux parties.

Cette mise à disposition partielle serait effectuée à titre gratuit dans le cadre d'une convention qui fixerait les droits et obligations de l'association et de la Ville, en matière d'entretien, de modalités d'utilisation ou encore d'assurance. La durée envisagée serait d'une année.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser M. le maire à la signer avec le représentant de l'association.

Mme la présidente ouvre le débat.

En l'absence d'observation, il est ensuite procédé au vote et recueilli les votes suivants :

Contre : 0.

Abstentions : 0

Pour : unanimité des suffrages.

DOSSIER N°27 : Question diverses / Questions orales.

N'ayant pas été déposé de question orale recevable, la séance est close.

Mme Minguez lève la séance à 21h35

Clôture de la séance de la séance du conseil municipal de la Ville de Frontignan du 06 avril 2021 qui comportait 26 propositions de délibérations, adoptées dans l'ordre suivant :

1. **Finances** : Budget principal de la Ville – Compte administratif exercice 2020. (Délib N°2021-115)
2. **Finances** : Budget principal de la Ville – Affectation du résultat du compte administratif 2020. (Délib N°2021-116)
3. **Finances** : Budget principal de la Ville – Approbation du compte de gestion 2020. (Délib N°2021-117)
4. **Aménagement / urbanisme** : Bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières – Année 2020. (Délib N°2021-118)
5. **Finances** : Vote des taux d'imposition 2021. (Délib N°2021-119)
6. **Finances** : Budget principal de la Ville – Budget primitif 2021. (Délib N°2021-120)
7. **Finances** : Provision pour créances douteuses. (Délib N°2021-121)
8. **Finances** : Provision pour risques et charges de fonctionnement courant. (Délib N°2021-122)
9. **Finances** : Modifications des autorisations de programme et crédits de paiements (AP/CP). (Délib N°2021-123)
10. **Finances** : Réhabilitation et extension de la maison des loisirs créatifs : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP). (Délib N°2021-124)
11. **Finances** : Gymnase Henri Ferrari : clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP). (Délib N°2021-125)
12. **Citoyenneté** : Attribution des subventions 2021 aux associations. (Délib N°2021-126)
13. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Compte administratif 2020. (Délib N°2021-127)

14. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Approbation du compte de gestion 2020. (Délib N°2021-128)
15. **Finances** : Budget annexe du port de plaisance – Budget primitif 2021. (Délib N°2021-129)
16. **Finances**: Projet de modernisation et de restructuration du port de plaisance : modification d'une autorisation de programme et crédits de paiements (AP/CP). (Délib N°2021-130)
17. **Aménagement / urbanisme** : Modification de l'objet social de la SA ELIT. (Délib N°2021-131)
18. **Aménagement / urbanisme** : Demandes de subvention portant sur la réalisation de l'extension au cimetière situé avenue des Thermes à Frontignan. (Délib N°2021-132)
19. **Patrimoine** : Demandes de subvention portant sur l'aménagement du nouveau local pour accueillir les archives municipales. (Délib N°2021-133)
20. **Plan action voirie / Cadre de vie** : Demandes de subvention portant sur la sécurisation et l'accessibilité de parcours aux abords de certains établissements scolaires et en centre-ville. (Délib N°2021-134)
21. **Grand projet / Opération cœur de Ville** : Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération de requalification du cœur de ville. (Délib N°2021-135)
22. **Grand projet / requalification urbaine** : Déplacement de la gare et pôle d'échange multimodal : Avenant n°1 à la convention de financement de l'étude de faisabilité et d'opportunité – autorisation de signature. (Délib N°2021-136)
23. **Ressources humaines** : Accord cadre portant sur l'acquisition de titres restaurant : constitution d'un groupement de commandes et approbation du dossier de consultation des entreprises. (Délib N°2021-137)
24. **Espaces balnéaires et littoraux** : Approbation de l'avenant à la concession des plages naturelles. (Délib N°2021-138)
25. **Espaces balnéaires et littoraux** : Attribution des sous-traités de concession des plages naturelles. (Délib N°2021-139)
26. **Sports et loisirs de pleine nature** : Convention de mise à disposition d'une barge entre la Ville de Frontignan et l'association de plongée « Aresquiers subaquatiques ». (Délib N°2021-140)
27. **Question diverses / Questions orales.**

Signature de secrétaire de séance
M. Fabien Nébot.



ACQUISITIONS PAR LA COMMUNE

VENDEUR	ACQUÉREUR	DESIGNATION CADASTRALE		SUPERFICIE (en m²)	ADRESSE	ZONAGE	MONTANT TRANSACTION	DATE DE L'ACTE	OBJET	DATE DÉLIBÉRATION
		Section	Numéro							
ÉTAT FRANÇAIS	Commune de FRONTIGNAN	CK	171	129	Le Barnier	UB	0,00 €	20/04/2020	Transfert des délaissés de l'ex-RN112	20/04/2006
			174	287	Le Barnier					
			175	49	Le Barnier					
			178	23	Le Barnier					
			179	90	Le Barnier					
			180	374	Le Barnier					
			183	792	Le Barnier					
			184	425	Le Barnier					
			187	386	Le Barnier					
			188	139	Les Piellès					
			191	425	Les Piellès					
Consorts Bloncin	Commune de FRONTIGNAN	DR	510	11	Les Piellès	Na	1 410,00 €	13/03/2020	Aménagement d'un pôle de loisirs en entrée de ville	12/12/2018
			4	1 175	Le Caramus					
			975	61	Route de Montpellier					
			854	47	Avenue Calmette					
Consorts Bacquet	Commune de FRONTIGNAN	CN	1128	18	Chemin de l'usine à souffre	UB	1 830,00 €	16/03/2020	Régularisation foncière	12/12/2018
			1159	81	La Ville					
			1208	60	La Ville					
Consorts Poveda	Commune de FRONTIGNAN	CH	1206	280	La Ville	UB	1 410,00 €	30/09/2020	Élargissement de voirie	18/02/2020
			962	1 352	Les Piellès					
Madame Joëlle Barrey épouse Segondy	Commune de FRONTIGNAN	CK	962	1 352	Les Piellès	UB	4 2680,00 €	14/12/2020	Création de voirie	15/11/2016
SCCV Les Jardins de la Ville	Commune de FRONTIGNAN	CH	1208	60	La Ville	UB	1,00 € (avec dispense de versement de prix)	23/11/2020	Intégration au domaine public routier communal	03/12/2019

ÉCHANGE PAR ET AVEC LA COMMUNE

Co-permutant	DESIGNATION CADASTRALE	SUPERFICIE (en m²)	ADRESSE	ZONAGE	MONTANT TRANSACTION	DATE DE L'ACTE	OBJET	DATE DÉLIBÉRATION
Commune de FRONTIGNAN	CK	25	Les Piellès	UB	sans soule	04/11/2020	Échange foncier pour régularisation	23/02/2017
Languedoc Immo	CK	284	Les Piellès	UB	sans soule	04/11/2020	Échange foncier pour régularisation	23/02/2017

TABLEAU RÉCAPITULATIF

NOMBRE	NATURE DES OPERATIONS	DÉPENSES/RÉCETTES	SUPERFICIE	NOMBRE DE PARCELLES
6	Acquisition	47 330,30 €	6 272 m²	21
1	Cession	0,00 €	25 m²	1

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P1)

AP/CP : OPERATION 909 – Traitement de l'espace public entre la cité et le collège les 2 Pins (22 1)

Cette opération a fait l'objet de création d'une AP/CP au Conseil municipal du 29 juillet 2020. Il s'agit de requalifier et de réorganiser l'espace du parvis situé devant le collège « les deux pins » afin de satisfaire différents objectifs de sécurisation des différents usages, notamment celui des collégiens se rendant à pied au collège. Le projet porte également sur le déplacement du transformateur électrique se trouvant sur cet espace.

La modification de l'AP/CP porte sur des crédits de paiement initialement prévus à hauteur de 70 000 € en 2020 qui sont portés à 4 044 €. Les travaux de déplacement du transformateur sont prévus pour les vacances de printemps et la requalification du parvis pour cet été.

A noter que le contexte de la crise sanitaire COVID 19 a impacté cette opération dans son déroulement prévisionnel. Le montant global de l'AP/CP n'est pas modifié.

OPERATION 909	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
Aménagement parvis collège des 2 pins	385 000,00 €	DEPENSES		
		ETUDES	4 044,00	4 044,00
		TRAVAUX		
		TOTAL DEPENSES	380 956,00	385 000,00
		RECETTES		
		SUBVENTION CD 34	130 000,00	130 000,00
		EUROPE FEDER	82 000,00	82 000,00
		AUTOFINANCEMENT	168 956,00	173 000,00
		TOTAL RECETTES	380 956,00	385 000,00

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P2)

AP/CP 916 – SAN REMO PESCA (020 9)

Cette opération a fait l'objet d'une création AP/CP en 2019. Il s'agit de la reconquête de la friche dite "San Remo Pesca" site de l'ancienne activité de Chambourcy/Lactel dont le tènement a été acquis par la ville en décembre 2018.

Ce site, principalement composé de hangars, va permettre, par le biais de travaux de reconquête, de reloger notamment les stockages des services de la ville et du comité des fêtes situés sur l'ancien site de la Mobil, site qui doit être libéré pour que l'ancien exploitant industriel Esso puisse entreprendre des travaux de remédiation dont le démarrage est prévu début 2022.

La modification de l'AP/CP porte sur des crédits de paiement initialement prévus à hauteur de 219 548 € en 2020 qui sont portés à 20 256 €.

Le décalage de cette opération dans le temps est principalement dû au recadrage du programme et au contexte sanitaire du COVID 19.

Le démarrage des travaux est prévu dans l'été. Le montant global de l'AP/CP n'est pas modifié.

OPERATION	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
916		4 590,00	20 256,00	761 606,00	786 452,00
		4 590,00	20 256,00	761 606,00	786 452,00
SAN REMP PESCA	786 452,00 €	DEPENSES ETUDES ET TRAVAUX			
		TOTAL DEPENSES			
		RECETTES SUBVENTION CD 34 AUTOFINANCEMENT	4 590,00	20 256,00	405 000,00
		4 590,00	20 256,00	761 606,00	381 452,00
					786 452,00

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P3)

AP/CP : BOULEVARD URBAIN CENTRAL - BUC 6 – CELESTIN ARNAUD – (958 – 822 8)

Cette opération de requalification du boulevard urbain située à l'entrée du quartier de la Peyrade a été inaugurée en juin 2019.
 La modification de l'AP/CP porte sur des crédits de paiement initialement prévus en 2020 à hauteur de 26 622,82 € qui sont portés à 9020,54 €. Les crédits restants de 10 963,01 € sont portés en 2021 et correspondent au parfait achèvement des espaces verts.
 Le montant global de l'AP/CP est diminué de 1 380 000 € à 1 362 397,72 €, soit de 17 602,28 €.

OPERATION 958	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
BOULEVARD URBAIN CENTRAL AVENUE CELESTIN ARNAUD	DEPENSES					
	ETUDES ET TRAVAUX	47 659,69	1 305 717,49	9 020,54	10 963,01	1 373 360,73
	TOTAL DEPENSES	47 659,69	1 305 717,49	9 020,54	10 963,01	1 373 360,73
	RECETTES					
	SUBVENTION CD 34 REGION		190 850,00	409 150,00		600 000,00
	AUTOFINANCEMENT	47 659,69	677 638,03		37 100,00	37 100,00
	TOTAL RECETTES	47 659,69	868 488,03	409 150,00	48 063,01	736 260,73
					48 063,01	1 373 360,73

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P4)

AP/CP : BOULEVARD URBAIN CENTRAL - BUC 7 – BARNIER – (959 – 822 10)

Cette opération de requalification du boulevard urbain située à l'entrée nord de Frontignan jusqu'au rond-point Schweitzer (630 ml en zone urbaine et 340 ml en zone naturelle) est le dernier tronçon n'offrant pas encore de dispositif pour les vélos.

Le projet du BUC 7 consiste à traiter cette entrée de ville nord de façon paysagère, à sécuriser et partager l'espace entre les différents usages et à accompagner les urbanisations nouvelles sur ce secteur. La modification de l'AP/CP porte sur un nouvel échelonnement des études et des travaux pour une livraison de l'opération portée de 2022 à 2023 et sur une adaptation du programme.

Le montant global de l'AP/CP est diminué de 2 750 000 € à 2 522 064,98 €, soit de 227 935,02 €.

OPERATION	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	CREDITS PAIEMENT 2022	CREDITS PAIEMENT 2023	TOTAL
BUC	2 522 064,98 €	3 000,00	13 811,00	6 125,56	89 128,42	110 000,00	2 300 000,00	112 064,98
		TOTAL DEPENSES	13 811,00	6 125,56	89 128,42	110 000,00	2 300 000,00	2 522 064,98
BARNIER	SUBVENTION CD 34 AUTOFINANCEMENT	3 000,00	13 811,00	6 125,56	89 128,42	110 000,00	600 000,00	600 000,00
		TOTAL RECETTES	13 811,00	6 125,56	89 128,42	110 000,00	1 700 000,00	2 300 000,00
								2 522 064,98

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P5)

AP/CP : GARE DE MARCHANDISE (989 – 822 0)

Cette opération de requalification de l'espace dit de la gare de marchandise consiste à aménager un parking paysager de 250 places de part et d'autre de la voie du boulevard des Républicains Espagnols reliant le centre-ville à la ZAC des Pielles.

Cette opération est en cours de réalisation et sera livrée pour l'été 2021.

La modification de l'AP/CP porte sur les crédits de paiement initialement prévus à hauteur de 644 800 € en 2020 qui sont portés à 304 111 €.

Le décalage de cette opération dans le temps est principalement dû au contexte sanitaire du COVID 19. Le montant global de l'AP/CP n'est pas modifié.

OPERATION 989	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2017	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
GARE DE MARCHANDISE PARKING	DEPENSES ETUDES ET TRAVAUX TRAVAUX	10 380,00	43 200,00	13 540,56	304 111,20	1 408 768,24	10 380,00 1 769 620,00
	TOTAL DEPENSES	10 380,00	43 200,00	13 540,56	304 111,20	1 408 768,24	1 780 000,00
	RECETTES SUBVENTION CD 34 THAU AGGLO- REGION AUTOFINANCEMENT	3 931,81 1 415,83 5 032,36	16 363,64 5 889,60 20 946,76	13 540,56	79 704,55 3 694,57 220 712,08	580 000,00 215 000,00 120 000,00 493 768,24	1 408 768,24
	TOTAL RECETTES	10 380,00	43 200,00	13 540,56	304 111,20	1 408 768,24	1 780 000,00

ANNEXES DOSSIER N° 009 (P6)

AP/CP : RENOVATION DES LOCAUX POSTE POUR ARCHIVES (998 – 020 12 et 323)

Cette opération de rénovation des locaux de l'ancien centre de tri de la poste en vue d'y établir des services communaux a fait l'objet d'une AP/CP en 2018. Les dernières réflexions menées ont permis de prioriser les actions en termes de logement des services et de finaliser le programme d'occupation de cet espace qui accueillera le service des archives municipales en 2021.

Les travaux étant moins onéreux que dans la prévision initiale, la modification de l'AP/CP porte en conséquence sur la diminution de son montant global de 270 000 € à 159 777,60 € et à l'ajustement des montants de crédits de paiement en découlant.

OPERATION 998	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
RENOVATION LOCAUX POSTE FRONTIGNAN POUR ARCHIVES MUNICIPALES	DEPENSES ETUDES ET TRAVAUX	16 796,59	2 316,00	9 777,60	130 887,41	159 777,60
	TOTAL DEPENSES	16 796,59	2 316,00	9 777,60	130 887,41	159 777,60
	RECETTES SUBVENTION CD 34 AUTOFINANCEMENT	16 796,59	2 316,00	9 777,60	80 887,41	109 777,60
	TOTAL RECETTES	16 796,59	2 316,00	9 777,60	130 887,41	159 777,60

ANNEXE DOSSIER N° 010

AP/CP : CLOTURE DE L'OPERATION MAISON DES LOISIRS CREATIFS (996 - 311 3)

OPERATION 996	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2017	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020
MAISON DES LOISIRS CREATIFS	DEPENSES	12 243,60	28 279,79	698 473,57	15 400,97
	ETUDES TRAVAUX			698 473,57	15 400,97
	TOTAL DEPENSES	12 243,60	28 279,79	698 473,57	15 400,97
	RECETTES		4 753,35	112 097,76	258 148,39
	SUBVENTION CD 34 THAU AGGLO- REGION			22 520,00	27 480,00
	AUTOFINANCEMENT	12 243,60	23 526,44	256 347,39	37 281,00
	TOTAL RECETTES	12 243,60	28 279,79	390 965,15	322 909,39

ANNEXE DOSSIER N° 011

AP/CP : CLOTURE DE L'OPERATION GYMNASSE HENRI FERRARI (903 - 411 1)

OPERATION 903	AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	CREDITS PAIEMENT 2017	CREDITS PAIEMENT 2018	CREDITS PAIEMENT 2019	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	TOTAL
	DEPENSES ETUDES TRAVAUX	52 008,00	20 400,00	33 078,84	121 921,16	0,00	52 008,00 175 400,00
	TOTAL DEPENSES	52 008,00	20 400,00	33 078,84	121 921,16	0,00	227 408,00
	RECETTES SUBVENTION CD 34 THAU AGGLO- REGION						0,00
	AUTOFINANCEMENT	52 008,00	20 400,00	33 078,84	121 921,16	0,00	0,00 227 408,00
	TOTAL RECETTES	52 008,00	20 400,00	33 078,84	121 921,16	0,00	227 408,00

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS 2021 AUX ASSOCIATIONS - CONSEIL MUNICIPAL 06 AVRIL 2021

Imputation : 020.6574

Comité des Fêtes	5 500,00
	5 500,00

Imputation : 025.6574

Combattants Algérie / tunisie / maroc (CATM)	450,00
Le Souvenir Français	450,00
Association No Passaran	450,00
Union locale CFDT	400,00
Union locale CGT	400,00
	2 150,00

Imputation : 113.6574

Amicale des Sapeurs Pompiers	550,00
Sté Nationale de Sauvetage en Mer (S.N.S.M.)	2 880,00
	3 430,00

Imputation : 213.6574

APPEL Ste Thérèse	390,00
Association de parents d'élèves Maximomes	550,00
Association Planete Parents	980,00
Association Parents élèves PEI Terres Blanches maternelle	150,00
Coopérative scolaire école Anatole France maternelle-OCCE34 Les abeilles	880,00
Coopérative scolaire école Anatole France I élémentaire-OCCE	1 960,00
Coopérative scolaire école Anatole France II Elémentaire	1 080,00
Coopérative scolaire les Crozes élémentaire	1 520,00
Coopérative scolaire école les Lavandins maternelle-OCCE	880,00
Coopérative scolaire école les Lavandins élémentaire	1 960,00
Coopérative scolaire école les Terres Blanches élémentaire	2 950,00
Coopérative scolaire école les Terres Blanches maternelle-OCCE34	880,00
Coopérative scolaire école Marcel Pagnol élémentaire	1 080,00
FCPE Conseil local élémentaire - maternelle Frontignan	540,00
Association les lieux du lien	980,00
	16 780,00

Imputation : 2130.6574 :

Association Familiale rurale LEPAP Maurice Clavel	7 500,00
Organisme de gestion de l'école Ste Thérèse (OGEC)	129 734,00
	137 234,00

Imputation : 253.6574 :

Association sportive collège Simone de Beauvoir	2 350,00
Association sportive collège les II Pins	2 350,00
Association sportive collège Ste Thérèse	880,00
	5 580,00

Imputation : 321.6574 :

Sté laïque de lecture	2 120,00
	2 120,00

Imputation : 33.6574 :

Association Auteurs au soleil	200,00
Association Culture Accueil Loisirs (ACAL)	150,00
Association des amis du musée et du vieux Frontignan	530,00
Association Portugaise culturelle de Frontignan (APCF)	1 700,00
Association Ateliers Frontignan	700,00
Atelier Jade	150,00
Atelier langues vivantes	500,00
Brigade d'intervention cinéphile (BIC)	800,00
Cercle Andalou - cavaliers de la Gardiole	5 000,00
Club d'échecs la Tour d'or	750,00
Ciseaux et dès d'argent	100,00
Comité de jumelage Gaete	3 000,00
Commanderie des torsades	600,00
Culture avenir Tradition	1 240,00
Club Taurin Lou Senglié	3 000,00
Institut des Sciences et du bonheur	250,00
Humanisme et culture	800,00
Horiz'arts	950,00
La Fabrikulture	390,00
Les Hallu'Cinés	4 400,00
Les compagnons du livre	530,00
Les Gréments Languedociens	980,00
Les quatre saisons	630,00
Le Temps jadis	550,00
Les Ventres blaus	290,00
L'entre 2 Pots café culturel	950,00
l'Association Prose Café	950,00
MUSC'ART	450,00
OTRAINDENFER	150,00
Pied de Poulpe	1 000,00
Section de recherches archéologique et sous marine de Frontignan	4 000,00
Sté des joueurs de Frontignan	4 500,00
Tech do it	135,00
Un point c'est tout	100,00
Vivre la Terre	1 000,00
	41 425,00

Imputation : 40.6574 :

Aikibudo Frontignan	500,00
Archers du Soleil	4 000,00
Aresquiers subaquatiques	700,00
ASFAC Foot	55 000,00
Bi-cross club de Frontignan	6 000,00
Body form	800,00
Boule Lyonnaise	700,00

Boule nationale LaPeyradoise (dont 300 € de subvention exceptionnelle)	950,00
EAM Qwan Ki do	5 600,00
FAC GRS	5 000,00
FAC Gymnastique	9 000,00
FAC Haltérophilie	3 500,00
Frontignan Karaté club	4 300,00
Frontignan La Peyrade Basket	46 000,00
Frontignan Thon Club	900,00
Handisport loisirs	500,00
Joyeuse pétanque mixte Frontignanaise	650,00
Judo Kwai Frontignan la Peyrade	10 000,00
Olympique La Peyradois Football Club	15 000,00
Association REÏKI	150,00
Association dynamik boxing club	950,00
Tae-Kwan Do Fighting Frontignan	500,00
Tennis club Frontignan	8 000,00
Tennis club La Peyrade	5 500,00
Thau handball Frontignanais	60 000,00
Thau Rugby	15 000,00
Tri-run Frontignan	3 500,00
Association Vö Viet Nam 34	200,00
Association Ying yang taiji quann	150,00
	263 050,00

Imputation : 4224.6574 :

Aumônerie des jeunes	280,00
Scouts de France	350,00
SCI FI TEAM	450,00
	1 080,00

Imputation : 830.6574 :

Association de chasse maritime de l'Etang d'Ingril	300,00
Association des propriétaires et chasseurs	2 200,00
Association des riverains du canal des Aresquiers (ARCA)	2 000,00
Assoc des riverains du quartier des Près St-Martin et du Canal du Rhône	150,00
Comité de protection féline	4 000,00
JMJM	2 200,00
Fronticoop Energies	1 400,00
	12 250,00

Imputation : 900.6574 :

Association des plaisanciers du port de plaisance de Frontignan (APPF)	220,00
Association Pêcheurs, plaisanciers du port des Pauvres	220,00
	440,00

TOTAL

491 039,00

Michel Arrouy
Maire

ANNEXES DOSSIER N° 016

AP/CP : PROJET DE MODERNISATION ET DE RESTRUCTURATION DU PORT DE PLAISANCE

AUTORISATION PROGRAMME EN EUROS	DEPENSES	CREDITS PAIEMENT 2020	CREDITS PAIEMENT 2021	CREDITS PAIEMENT 2022	CREDITS PAIEMENT 2023	TOTAL
H.T 4 500 000,00 €	ETUDES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	DIVERS*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TRAVAUX	173 238,17	3 180 983,15	1 045 778,68	100 000,00	4 500 000,00
	TOTAL DEPENSES	173 238,17	3 180 983,15	1 045 778,68	100 000,00	4 500 000,00
T.T.C 5 400 000,00 €	RECETTES					
	SUBVENTION CD 34	0,00	100 000,00	300 000,00	0,00	400 000,00
	THAU AGGLO- REGION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	AUTOFINANCEMENT	173 238,17	100 000,00	400 000,00	0,00	500 000,00
TOTAL RECETTES	173 238,17	3 180 983,15	1 045 778,68	100 000,00	3 600 000,00	
						4 500 000,00

**FEUILLE D'APPROBATION DU PROCES VERBAL
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE FRONTIGNAN
DU MARDI 06 AVRIL 2021 A 18H30 - SALLE DE L'AIRE**

NOMS	SIGNATURES	NOMS	SIGNATURES
Michel ARROUY		Chantal CARRION	
Claudie MINGUEZ		Patrick BOURMOND	
Youcef EL AMRI		Isabel VILAVERDE FIUZA	
Valérie MAILLARD		Jean-Louis BONNERIC	
Olivier LAURENT		Nancy SUBITANI	
Caroline SUNE		David JARDON	
Georges MOUREAUX		Yannie COQUERY	
Caroline SALA		Jean-Louis PATRY	
Eric BRINGUIER		Béatrice BUJ	
Renée DURANTON- PORTELLI		Georges FORNER	
Jean-Louis MOLTO		Gérard PRATO	
Kelvine GOUVERNAYRE		Dominique PATTE	
Loïc LINARES		Claude COMBES	
Nathalie GLAUDE		Guilaine TOUZELLIER	
Max SAVY		Gilles ARDINAT	
Frédéric ALOY		Marie-France BRITTO	
Sophie CWICK		Olivier RONGIER	
Fabien NEBOT			

Validé le 27 MAI 2021
 par le
 ...

